

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Arrimage des concertations locales dans
sept domaines du développement social
2010-2011**

Territoire de Solidarité Mercier-Est

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Arrimage des concertations locales dans
sept domaines du développement social
2010-2011**

Territoire de Solidarité Mercier-Est

Une publication de la

Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

1301, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H2L 1M3
Téléphone : 514 528-2400
www.dsp.santemontreal.qc.ca

Responsable du projet : Michel Mongeon, adjoint au directeur de santé publique, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM)

Coordination de la collecte de données et de la réalisation des portraits pour la région de Montréal : Marie-Martine Fortier, conseillère en promotion de la santé, Bureau de direction, Direction de santé publique (ASSSM)

Réalisation du portrait pour le territoire de la table de concertation Solidarité Mercier-Est : Suzanne Deshaies, agente de planification, de programmation et de recherche au CSSS de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent-CAU et Marie-Martine Fortier, conseillère en promotion de la santé, Direction de santé publique (ASSSM), avec la collaboration de Nathalie Rochon, conseillère cadre en prévention et promotion de la santé et Nathalie Langlois, organisatrice communautaire, au CSSS de la Pointe-de-l'Île

Conseillère scientifique : Angèle Bilodeau, chercheure, Direction de santé publique (ASSSM)

©Direction de santé publique
Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2013)
Tous droits réservés

ISBN 978-2-89673-281-4 (ensemble)
ISBN 978-2-89673-290-6 (PDF, vol.9)

Dépôt légal-Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013
Dépôt légal Bibliothèques et Archives du Canada, 2013

Remerciements

Nous tenons à remercier de façon particulière les personnes qui ont donné généreusement de leur temps lors de différentes rencontres pour valider et compléter les informations :

Fabienne Audette, directrice générale, Solidarité-Mercier-Est

Josée Boucher, conseillère en développement communautaire, arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Nathalie Langlois, organisatrice communautaire, CSSS de la Pointe-de-l'Île

Sabrina McFadden, coordonnatrice générale par intérim, Solidarité Mercier-Est

Nathalie Rochon, conseillère cadre en prévention et promotion de la santé, CSSS de la Pointe-de-l'Île

Nous remercions également les personnes suivantes pour leur participation à différentes étapes du projet :

Outil de collecte de données

Version initiale : Marthe Laurin, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique (ASSSM). Nous remercions également les représentants des CSSS, des tables de quartier, des partenaires régionaux (Centraide du Grand Montréal, Québec en forme, Ville de Montréal) et les professionnels de la Direction de santé publique qui ont participé à la validation des différentes versions de l'outil de collecte de données.

Inscription ou transmission de données

Johanne Fradette, organisatrice communautaire, CSSS de la Pointe-de-l'Île

Chantal Grandchamp, directrice du territoire de Montréal et Claude Lavoie, agente régionale, Québec en forme

Nathalie Langlois, organisatrice communautaire, CSSS de la Pointe-de-l'Île

Joaquina Pires, conseillère en développement communautaire, Ville de Montréal, Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Contrat de ville 2003-2008)

Jacques Savard, conseiller en développement communautaire, Ville de Montréal (projet RUI)

Carte et données populationnelles du territoire

Collectif Quartier : Geneviève Giasson, coordonnatrice et Isabelle Lépine, chargée de projet *Géomatique*, Direction de la diversité sociale, Ville de Montréal

Révision

Louise Hamel, agente de planification, de programmation et de recherche, Bureau de direction, Direction de santé publique (ASSSM)

Catherine Schick, agente d'information, Direction de santé publique (ASSSM)

Mise en page et secrétariat

Carline Fleurmont, Isabelle Mazurier, Jodie Ng, et Charles Tétrault, Direction de santé publique (ASSSM)

Enfin, nous désirons remercier les membres du Comité régional de planification DSP/CSSS pour la mise à jour des plans locaux et du plan régional de santé publique 2010-2015 pour leur collaboration au développement et à la mise en œuvre du projet.

Mot du directeur

Le développement des communautés, combiné à l'amélioration des politiques publiques, est une stratégie privilégiée pour contrer les inégalités sociales de santé, pierre angulaire du Plan régional de santé publique 2010-2015.

Faisant partie intégrante des plans d'action locaux des CSSS et du plan régional de santé publique, la réalisation des portraits sur les arrimages des concertations locales a pour objectifs de mieux documenter et de mieux comprendre la mise en œuvre de cette stratégie et des mesures de santé publique faisant appel à la mobilisation des communautés. Nous serons en mesure, par la suite, de mieux les soutenir pour qu'elles puissent atteindre leurs objectifs.

Ce portrait porte sur la communauté de Mercier-Est. Il met en lumière les efforts considérables déployés pour le développement de cette communauté et l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de sa population. Malgré la complexité des réseaux locaux, ce portrait permet de prendre conscience de la richesse des collaborations pour les questions de développement social.

Je souhaite que cet outil puisse être utile au CSSS de la Pointe-de-l'Île et aux instances locales de concertation dans leurs travaux ou leurs analyses sur les arrimages. J'ose espérer qu'il contribuera à une réflexion visant à mieux soutenir le développement des communautés et ainsi lutter contre les inégalités sociales de santé.

Bonne lecture!

Le directeur de santé publique,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Richard Massé', with a stylized, flowing script.

Richard Massé, M.D.

Table des matières

REMERCIEMENTS	5
MOT DU DIRECTEUR.....	7
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE : VUE D'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	11
1. Description du territoire.....	11
2. Vue d'ensemble des instances de concertation de Mercier-Est	12
3. Analyse des arrimages du territoire de Mercier-Est.....	13
DEUXIÈME PARTIE : PORTRAIT DES ARRIMAGES PAR DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL.....	18
4. Développement économique : actions collectives et liens dynamiques entre les instances	18
5: Éducation : actions collectives et lien dynamiques entre les instances.....	21
6. Logement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances	23
7. Transport : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....	25
8. Aménagement environnement : actions collectives et liens dynamiques entre le instances.....	27
9. Sécurité alimentaire : actions collectives et liens dynamiques entre les instances	30
10. Vie communautaire et de quartier : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....	32
CONCLUSION	35
Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion	37
Annexe II : Principales sources d'information	38
Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2010-2011.....	39
Annexe IV: Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2010-2011	40
Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011	43
Annexe VI : Lexique	50

Introduction

Ce portrait a été réalisé dans le cadre d'un projet mené par la Direction de santé publique (DSP) de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM) en collaboration avec certains CSSS de la région. Le projet a pour but de soutenir la mise en œuvre des plans d'action locaux (PAL) et du plan régional de santé publique 2010-2015. Il vise à contribuer, entre autres, à la réflexion sur l'arrimage des actions locales réalisées dans le cadre des mesures de santé publique avec les actions planifiées ou déjà en cours dans les milieux, dont celles soutenues par d'autres initiatives de mobilisation des communautés. La démarche pourra aussi favoriser une mise en œuvre des mesures prévues dans le PAL et un soutien aux actions des milieux en cohérence avec le développement des communautés locales.

Ce portrait pourra être utile également au territoire qui désirerait effectuer une réflexion sur les arrimages des concertations. Celui-ci ne prétend pas refléter toute la réalité de la concertation et toute la richesse des actions et des collaborations existantes. Cependant, il peut être conçu comme une première esquisse pouvant être bonifiée par le milieu et révisée périodiquement selon les besoins.

Le portrait couvre le territoire de la table de quartier. Il présente tout d'abord les principales caractéristiques du territoire ainsi qu'une vue d'ensemble des instances (acteurs) de concertation avec leurs liens structuraux. Il identifie par la suite, pour chaque domaine du développement social, les principales actions collectives menées ou celles ayant eu une incidence en 2010-2011, les stratégies de développement social mises en œuvre, les raisons sous-jacentes aux actions ainsi que les liens de collaboration entre les instances (acteurs). Il fait état également de la perception de la participation des instances au développement de chaque domaine dans le territoire ainsi que des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation. Étant donné le mandat spécifique de la table de quartier en matière de développement social, la table de quartier et les instances qui lui sont structurellement rattachées apparaissent sous la forme ombragée dans les graphiques illustrant les liens structuraux et dynamiques entre les instances de concertation.

Le portrait comporte aussi une analyse globale des arrimages sous trois aspects. Premièrement, **la construction d'une vision partagée** réfère aux actions collectives de planification réalisées et à la contribution des instances. Deuxièmement, **le faire – ensemble** porte sur les instances et leurs actions collectives, l'émergence des actions, le type de contributions visées par les actions et les liens structuraux et dynamiques entre les instances. Troisièmement, l'analyse s'attarde à **la contribution des programmes de financement au développement social dans le territoire**. Pour une meilleure compréhension des termes et concepts utilisés, nous invitons le lecteur à consulter le lexique à l'Annexe VI du document. Il est à noter qu'une version synthèse du portrait est également disponible.

Principaux éléments de méthodologie :

Phase 1 : Élaboration de l'outil de collecte de données

Un premier outil de collecte de données a été élaboré et complété par une professionnelle de la DSP au printemps 2008 dans l'objectif de dresser un portrait des actions locales soutenues par des programmes régionaux (ou mesures de santé publique) faisant appel à la mobilisation des communautés et à l'action intersectorielle. L'objectif initial était de contribuer à la réflexion quant à leur potentiel d'arrimage. L'outil est

inspiré du document *Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation* de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local¹ où sont mentionnés les domaines relatifs à l'amélioration de la qualité et des conditions de vie.

L'outil a été présenté à des représentants de cinq CSSS et à cinq coordonnateurs de tables de quartier en août et septembre 2008. La démarche est alors jugée intéressante par les répondants qui demandent toutefois à ce que l'information recueillie à propos des concertations locales et de leurs actions soit plus pointue. L'outil est alors substantiellement modifié pour susciter une collecte plus détaillée, notamment par l'ajout de nouvelles catégories thématiques et par la déclinaison de chacune d'elles en sous-catégories pour en faciliter la complétion. De plus, des sections sont ajoutées pour permettre aux répondants d'apporter une série de précisions sur les sources des données de même que sur les données elles-mêmes, notamment afin de mieux spécifier les actions locales et les liens de collaboration existant entre les différentes instances locales. Cette deuxième version de l'outil est testée, en novembre 2008, auprès de deux organisatrices communautaires de deux CSSS et de trois autres coordonnateurs de tables de quartier n'ayant pas participé à la première validation. Elle est également soumise à différents partenaires, dont la Ville de Montréal, Québec en forme et Centraide du Grand Montréal et à quelques gestionnaires et professionnels de la DSP. D'autres modifications sont effectuées à la suite de ce test.

Phase 2 : Collecte de données

À partir de janvier 2009, l'outil est rempli par les différents répondants, à l'aide des bilans d'activités et des plans d'action des concertations locales et à partir de leur connaissance du milieu. Des portraits pilotes décrivant les actions collectives réalisées dans les territoires de quatre tables de quartier œuvrant sur les territoires de deux CSSS sont effectués. Ces portraits sont présentés aux représentants des CSSS et revus à la suite de leurs commentaires, deux d'entre eux sont ensuite validés auprès des coordonnatrices de tables de quartier.

À la suite de ces projets pilotes et pour les territoires suivants, la collecte de données et le processus de validation sont modifiés de sorte que les informations contenues dans les premières versions de l'outil de collecte de données sont plutôt discutées, bonifiées et validées lors de rencontres regroupant généralement le coordonnateur de la table de quartier, un conseiller en développement social de l'arrondissement et un ou des organisateurs communautaires du CSSS. Ce processus de cueillette de données a nécessité en moyenne six rencontres par territoire.

Les données recueillies ont tout d'abord été analysées selon une méthode inductive et descriptive faisant ressortir les différents concepts et leurs dimensions, tels qu'énoncés par les personnes rencontrées. Les dimensions répétées par plusieurs interlocuteurs ont permis de développer des descripteurs. L'analyse a permis de faire ressortir une trentaine de descripteurs regroupés en trois catégories d'analyse : 1) les caractéristiques des acteurs du développement social local ; 2) les caractéristiques des actions collectives développées par ces acteurs; et 3) les liens que ces acteurs entretiennent entre eux. La lecture de l'analyse globale des arrimages pour Mercier-Est a été effectuée par Fabienne Audette de Solidarité Mercier-Est, Josée Boucher de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Nathalie Langlois du CSSS de la Pointe-de-l'Île. Les personnes qui ont collaboré à la démarche de collecte et de validation des données pour le territoire sont mentionnées au début du document.

¹ Ville de Montréal, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Centraide du Grand Montréal et Coalition montréalaise des tables de quartier, *Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation*, 2006, p. 9.

Première partie : vue d'ensemble du territoire

1. Description du territoire

STATISTIQUES DU TERRITOIRE (Source : Outil *Atlas des des quartiers*, Collectif Quartier, consulté le 22 mars 2010)

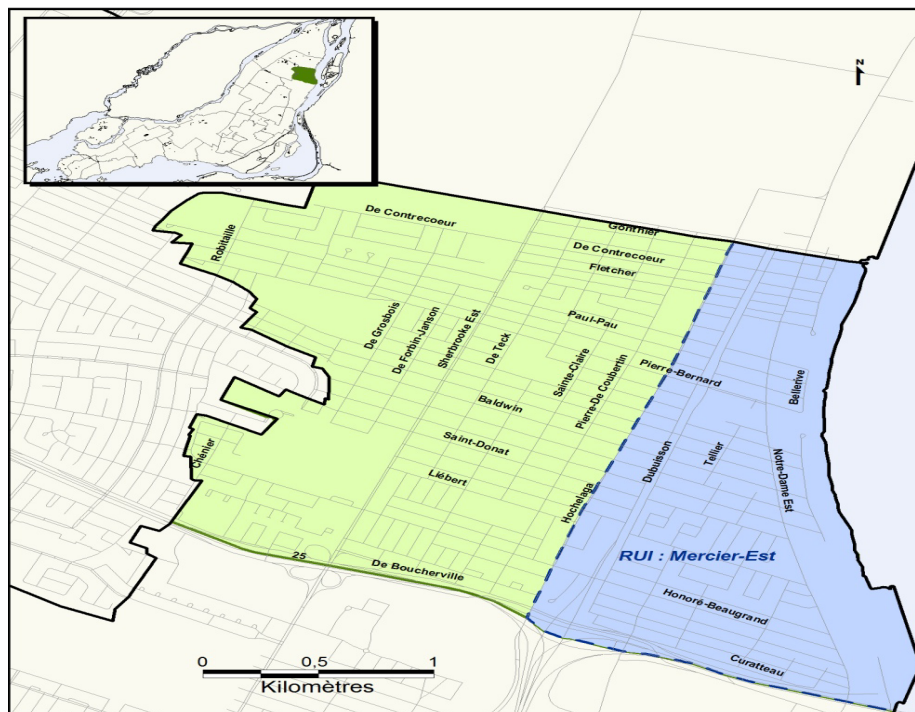
- Population totale : 41 891
- Proportion des personnes de moins de 15 ans : 14 %
- Proportion des personnes de 65 ans et plus : 16 %
- Proportion des familles monoparentales : 24 %
- Proportion de ménages locataires : 57 %
- Proportion de ménages locataires consacrant 30 % et plus du revenu au loyer : 32 %
- Proportion de la population de 24 à 65 ans ayant une scolarité inférieure à la 9^e année : 18 %
- Taux d'emploi de la population de 15 ans et plus : 59,1 %
- Taux de chômage de la population de 15 ans et plus : 6,7 %
- Proportion des personnes avec un revenu inférieur à 10 000 \$ par année : 18 %
- Proportion de personnes ayant une citoyenneté autre que canadienne : 3 %
- Proportion d'immigrants (arrivés entre 2001 et 2006) : 24 %

HISTORIQUE ET PARCOURS DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

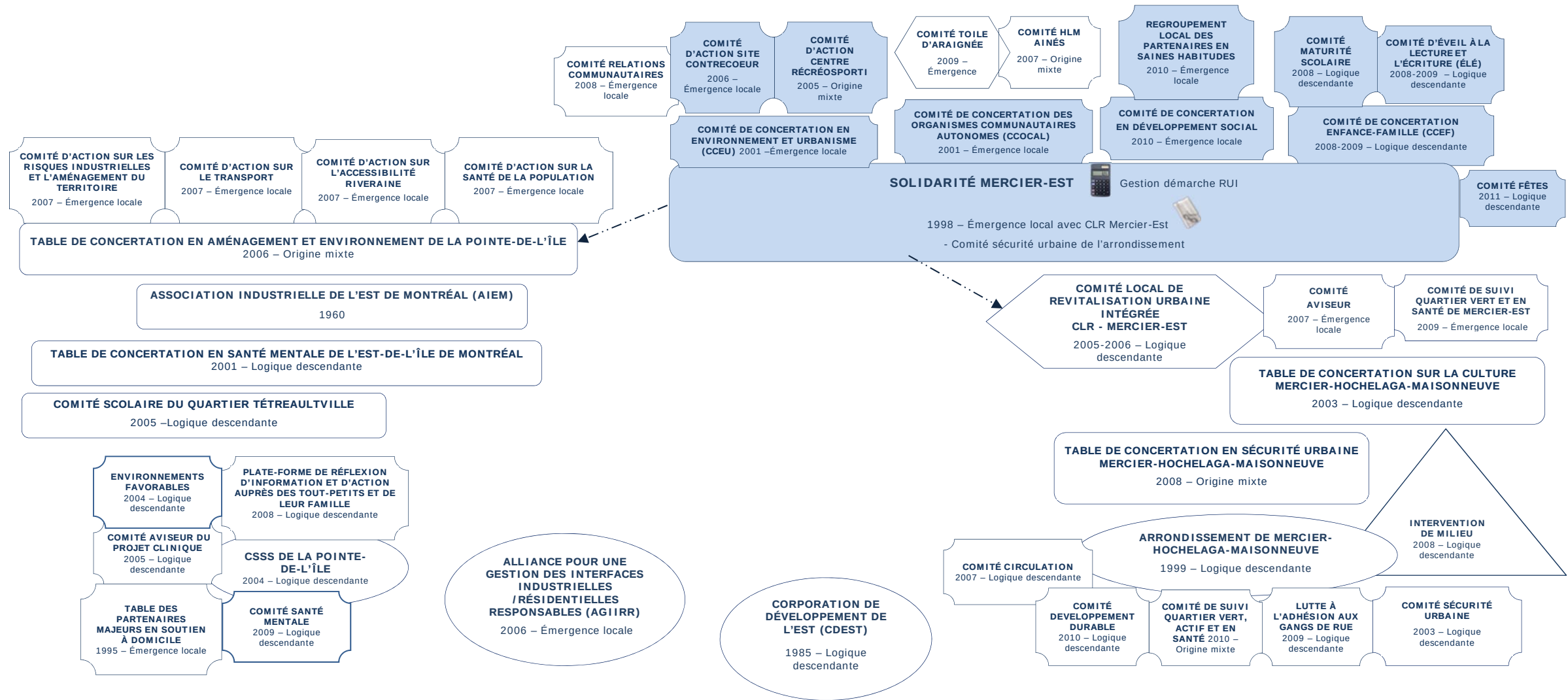
Vers la fin des années 80, des préoccupations en lien avec les domaines du logement, de l'aménagement-environnement, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la vie communautaire et de quartier sont partagées collectivement. Ces domaines deviennent en quelque sorte les assises de la table de concertation en développement social Mercier-Est Quartier en santé qui voit le jour en 1988. Plusieurs actions collectives sont par la suite réalisées. Au début des années 90, le transport est travaillé par le Collectif citoyen en environnement. Le transport est aussi désigné en 2000 comme l'une des orientations du quartier lors du 3^{ième} forum de développement social. Enfin, le développement économique est travaillé collectivement depuis le forum de développement social de 2005.

Solidarité-Mercier-Est, née de la fusion en 2001 de Mercier-Est Quartier en santé et de la Table de concertation des organismes communautaires de Mercier-Est, est la table de quartier de ce territoire. Plusieurs comités s'y rattachent. Le territoire compte également différentes instances de concertation et d'autres acteurs importants du développement social local, entre autres l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et le CSSS de la Pointe-de-l'Île.

CARTE DU TERRITOIRE (Source : Collectif Quartier)



2. Vue d'ensemble des instances de concertation de Mercier-Est



TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

- Table de quartier
- Table thématique ou sectorielle
- Comité / Sous comité
- Projet collectif
- Organisation avec un mandat de mobilisation
- Mécanisme ponctuel
- Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS STRUCTURAUX

- Lien de représentation
- Lien de membership
- Lien administratif
- Lien de communication
- Lien de rattachement formel

3. Analyse des arrimages du territoire de Mercier-Est

3.1 Construction d'une vision partagée

3.1.1 La contribution des instances à la planification

La construction d'une vision partagée de l'action collective se fait à travers des opérations de planification (diagnostic et priorisation) pour lesquelles des instances (comités, tables, etc.) sont mobilisées. Selon les répondants, 12 des 42 instances² du territoire sont perçues comme ayant réalisé des actions collectives de planification au cours de l'année 2010-2011. Les actions de planification dont il est ici question sont soit des actions que les acteurs étaient à réaliser au moment des entrevues (au cours de l'année 2010-2011), soit des planifications déjà réalisées sur lesquelles ils s'appuyaient pour développer leurs actions en cours.

Tableau 1

Instances ayant réalisé des actions collectives en planification selon les domaines du développement social par rapport au nombre d'instances impliquées dans des actions collectives dans le domaine au cours de l'année 2010-2011*			
	Diagnostic seulement	Priorisation seulement	Diagnostic et priorisation
Développement économique (3/4)	0	0	3
Éducation (4/4)	3	0	1
Logement (3/3)	0	0	3
Transport (4/4)	0	0	4
Aménagement- environnement (8/8)	1	2	5
Sécurité alimentaire (3/3)	0	1	2
Vie communautaire et de quartier (3/5)	0	0	3

* Une même instance peut avoir réalisé des actions collectives en diagnostic, en priorisation ou dans les deux types de contributions.

Une même instance peut également avoir réalisé des actions collectives dans un ou plusieurs domaines du développement social. Cela est la raison pour laquelle le total d'instances est supérieur à 12.

La majorité des instances porteuses des actions de planification sur le territoire de Mercier-Est sont communautaires. Solidarité Mercier-Est en porte sept et le Comité local de revitalisation urbaine intégrée CLR- Mercier-Est en porte dix.

3.1.2 Les actions collectives de planification

Le tiers (27 sur 84) des actions dénombrées dans les différents domaines du développement social sont consacrées à la planification (voir tableau 2). Cela est particulièrement important dans les domaines du logement, de la sécurité alimentaire et du développement économique. Cela ne signifie pas qu'il y ait surinvestissement dans les opérations de plan par rapport à la réalisation d'actions puisque le dénombrement fait ici ne parle pas de

² Le territoire de Mercier-Est compte 28 instances. Quatorze (14) instances sises sur les territoires adjacents de Pointe-aux-Trembles et d'Anjou réalisent également des actions sur le territoire de Mercier-Est.

l'ampleur des ressources investies dans chaque contribution. Les actions visant la planification sont, entre autres, des actions de mobilisation et de représentation, un bilan collectif des actions et projets, la détermination d'orientations, un mémoire, des études, des plans d'action, un forum, une veille stratégique et une activité d'éducation.

Tableau 2

Proportion des actions en planification dans chaque domaine*		
Développement économique	8/15	(53,3 %)
Éducation	4/12	(33,3 %)
Logement	5/7	(71,4 %)
Transport	8/24	(33,3 %)
Aménagement-environnement	14/35	(40,0 %)
Sécurité alimentaire	4/7	(57,1 %)
Vie communautaire et de quartier	8/26	(30,8 %)
Total	51/126	(40,5 %)
	Sans doublons : 27/84	(32,1 %)

* Une même action peut être contributive à plusieurs domaines ce qui fait en sorte qu'elle puisse être comptabilisée plus d'une fois dans ce tableau (expliquant la somme de 126 actions). Cela signifie ainsi que des acteurs intervenant dans des domaines différents ont été appelés à planifier, voire à problématiser, une même action. Lorsque nous excluons les doublons pour compter chaque action une seule fois, le total d'actions est de 84.

3.2 Faire ensemble

3.2.1 Les instances du territoire et leurs actions collectives

Treize instances ont réalisé des actions collectives en 2010-2011 dans l'un ou l'autre des sept domaines du développement social. Neuf instances sont communautaires et quatre sont publiques : le CSSS de la Pointe-de-l'Île ainsi que trois comités rattachés à l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Entre trois et cinq instances communautaires du territoire sont mobilisées dans chacun des domaines du développement social : l'aménagement-environnement de même que la vie communautaire et de quartier sont investis par cinq instances chacun alors que le développement économique et le transport en mobilisent chacun quatre et l'éducation, le logement et la sécurité alimentaire trois. Pour leur part, les instances publiques interviennent dans le domaine de l'éducation pour ce qui est du CSSS de la Pointe-de-l'Île et de l'aménagement-environnement en ce qui a trait aux trois comités de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve.

Dans leur ensemble, les actions émergent majoritairement de dynamiques locales, les proportions d'actions émergeant de logiques mixtes et descendantes étant relativement faibles. Il est toutefois important de noter que l'origine de 35,7 % des actions est inconnue. Par ailleurs, les proportions diffèrent quelque peu lorsque les domaines sont pris individuellement (autrement dit, lorsque l'on tient compte des doublons). Certains domaines, dont celui du logement et de la sécurité alimentaire se démarquent par la forte prépondérance des actions d'origine locale. De même, l'origine mixte prend de l'importance dans les domaines du développement économique et de l'éducation où les proportions avoisinent les 33 %.

Tableau 3

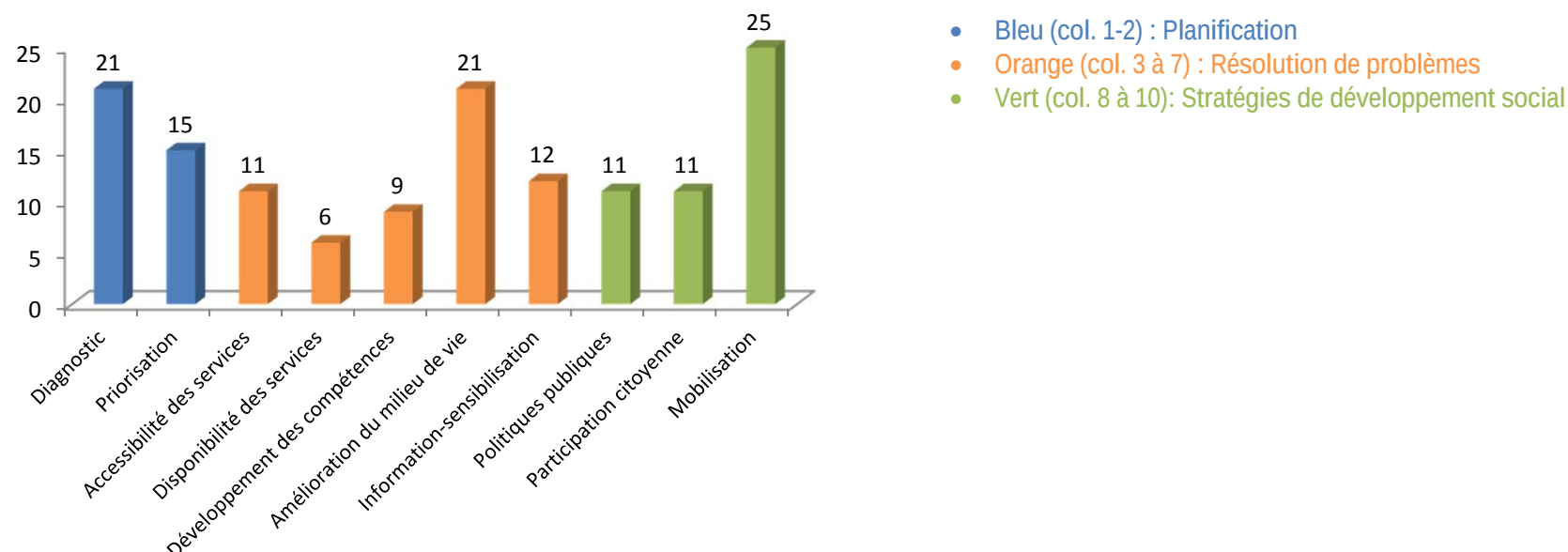
Nombre d'actions dans chaque domaine et leur émergence				
		Locale	Descendante	Mixte
Développement économique	15	8 (53,3 %)	2 (13,3 %)	5 (33,3 %)
Éducation	12	5 (41,7 %)	2 (16,7 %)	4 (33,3 %)
Logement	7	7 (100,0 %)	0,0 %	0,0 %
Transport	24	5 (20,8 %)	3 (12,5 %)	0,0 %
Aménagement –Environnement	35	16 (45,7 %)	3 (8,6 %)	5 (14, 3 %)
Sécurité alimentaire	7	4 (57,1 %)	0, 0 %	1 (14,3 %)
Vie communautaire et de quartier	26	7 (26,9 %)	0, 0 %	6 (23,1 %)
Total sans doublons**	84	33/84 (39,3 %)	8/84 (9,5 %)	13/84 (15,5 %)

* Une même action peut être contributive à plusieurs domaines.

**Note : l'origine de 30 actions est inconnue (données manquantes), ce qui explique la différence de 35,7 %.

En ce qui concerne les types de contributions, ce sont les stratégies de mobilisation qui sont les plus investies (25 actions) et ce, indistinctement des domaines – voir graphique 1. Les dimensions de diagnostic et d'amélioration des milieux de vie suivent de près avec chacune 21 actions y contribuant. La disponibilité des services est la dimension la moins investie (6 actions). Enfin, dans l'ensemble, les actions contribuent dans des proportions relativement comparables à la planification, à la résolution de problèmes et au développement social.

Graphique1 : Type de contributions visées par les actions collectives déployées sur le territoire en 2010-2011



3.2.2 Les liens structuraux entre les instances du territoire

Au plan structurel, quatre instances partenariales (deux communautaires et deux publiques) sont positionnées à la tête de réseaux de comités ou de groupes de travail (voir le schéma d'ensemble p. 12). Solidarité Mercier-Est est l'instance qui mobilise le plus vaste réseau avec ses dix comités et sous-comités. Le Comité local de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est mobilise pour sa part deux comités. L'autre instance communautaire se trouvant à la tête d'un réseau d'instances est la Table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'Île qui mobilise quatre comités. Les réseaux mobilisés par les instances publiques le sont par l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve qui mobilise six instances, de même que le CSSS de la Pointe-de-l'Île, qui en mobilise cinq. Enfin, cinq autres instances communautaires structurellement indépendantes de Solidarité Mercier-Est ainsi que deux instances publiques sont présentes sur le territoire.

3.2.3 Les liens dynamiques entre les instances du territoire

Vingt-neuf liens ont été répertoriés entre les instances du territoire de Mercier-Est (voir le tableau 4³). La presque totalité de ces liens (28/29) ont lieu entre deux instances communautaires. Les liens qui les unissent sont dans une grande proportion (21/28) de type réalisation commune et co-coordination, les deux stades les plus avancés de liens de notre typologie. Près de la moitié des liens du territoire sont entretenus dans les domaines de la vie communautaire et de quartier et de l'aménagement-environnement.

³ La catégorie « tous ces liens », proposée lors de la collecte des données, a été intégrée à la catégorie « co-coordination » puisqu'il s'agit du degré le plus élevé de la typologie.

Tableau 4

Types de dyades et types de liens qui les unissent					
Types de liens	Partage d'information	Planification conjointe	Réalisation commune	Co-coordination	Total
Types de dyades					
Communautaire – communautaire	6	1	7	14	28 liens
Communautaire – publique	1	-	-	-	1 lien
Publique – publique	-	-	-	-	0 lien
Total des liens	7 liens	1 lien	7 liens	14 liens	29 liens

3.3 Contribution des programmes au développement social dans le territoire (voir l'annexe IV)

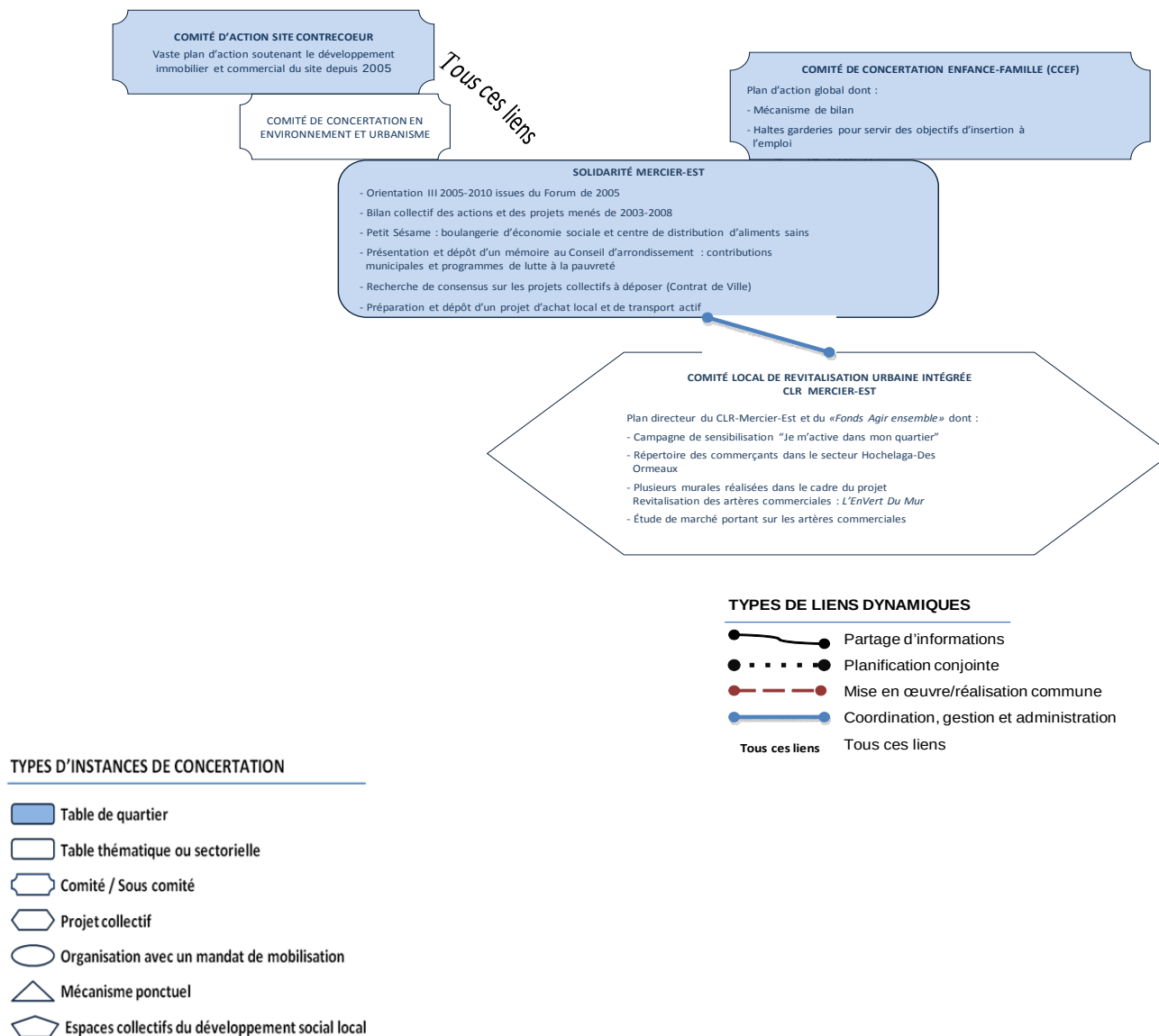
Les répondants conçoivent que les acteurs du territoire de Mercier-Est déploient sept des treize programmes identifiés. L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et la Revitalisation urbaine intégrée (RUI) sont les seuls programmes qui soutiennent des actions dans l'ensemble des sept domaines du développement social. Pour leur part, Un environnement urbain favorable à la santé Aménager des quartiers durables, l'Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Entente MESS-Ville de Montréal) et Avenir d'enfants sont perçus comme soutenant quatre domaines. Hormis les programmes supplémentaires dont bénéficient le territoire (Intervention de milieu et Lutte aux gangs de rue de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, Mon école à pied et à vélo de Vélo Québec), perçus comme soutenant un ou deux domaines, les répondants perçoivent que les programmes soutiennent minimalement trois domaines du développement social.

La majorité des domaines (5/7) bénéficient des contributions d'au minimum cinq programmes. Pour leur part, le logement et la sécurité alimentaire reçoivent la contribution de trois programmes. Les domaines de l'éducation et de la vie communautaire et de quartier sont ceux perçus comme étant les plus soutenus par les programmes (sept programmes chacun).

Selon les répondants, seuls trois programmes soutiennent la concertation : l'IMSDSL, la RUI et Un environnement urbain favorable à la santé Aménager des quartiers durables. Les autres programmes soutiennent des projets concertés. Selon les répondants, les principales contributions que l'ensemble des programmes soutiennent sont majoritairement des contributions de résolution de problèmes (en premier lieu l'accessibilité des services et l'amélioration du milieu de vie), de planification (diagnostic et priorisation), et une stratégie de développement social (la mobilisation). Pour sa part, le développement et l'harmonisation des politiques publiques reçoit le moins de contributions : trois contributions de la RUI dans les domaines du transport, de l'aménagement-environnement et de la sécurité alimentaire et une contribution d'Avenir d'enfants dans le domaine du transport.

Deuxième partie : portrait des arrimages par domaine de développement social

4. Développement économique : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, les différentes stratégies ont été déployées. Solidarité Mercier-Est a mobilisé les acteurs pour le bilan collectif des actions et des projets réalisés en 2003-2008 relativement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Solidarité Mercier-Est a aussi mobilisé les résidents de la zone RUI en lien avec le projet d'économie sociale Petit-Sésame. Enfin, elle a aussi mobilisé les représentants des organismes admissibles à la subvention du Contrat de Ville 2009 en vue d'obtenir un consensus sur les projets à déposer à l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve. Pour sa part, le Comité d'action du site Contrecœur de Solidarité Mercier-Est a mobilisé la population de ce secteur et favorisé la participation citoyenne en lien avec le vaste projet de développement immobilier et commercial. Le Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est a mobilisé les commerçants lors de la campagne de sensibilisation au transport actif et à l'achat local *Je m'active dans mon quartier*, en collaboration avec la Corporation de développement de l'Est (CDEST) et Équiterre. Le CLR a aussi suscité la participation des jeunes au projet *L'enVert du mur* où plusieurs murales d'*Ya quelqu'un l'autre bord du mur* ont été réalisées, afin entre autres de revitaliser les artères commerciales. Le développement et l'harmonisation des politiques publiques ont été travaillés par Solidarité Mercier-Est, dans le cadre du bilan collectif 2003-2008 relativement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et lors de la présentation d'un mémoire au Conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve en lien avec une étude publique sur les contributions municipales et la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté. Dans une perspective plus générale, parmi les quatre instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que trois instances mobilisent les acteurs et favorisent la participation citoyenne en ce qui a trait au développement économique dans l'exercice de leur mandat. La stratégie d'intervention sur les politiques publiques apparaît peu développée.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement porté sur l'établissement d'un diagnostic, l'identification de priorités et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les instances contribuent de différentes manières au développement économique. Les dimensions les plus investies sont le diagnostic et la priorisation.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) ; mobilisation : IMSDSL, Un environnement urbain favorable à la santé Aménager des quartiers durables, Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; priorisation : RUI ; accessibilité des services : Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables, programme Intervention de milieu de l'arrondissement Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ; amélioration du milieu de vie : programme Intervention de milieu de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ; participation citoyenne : IMSDSL.

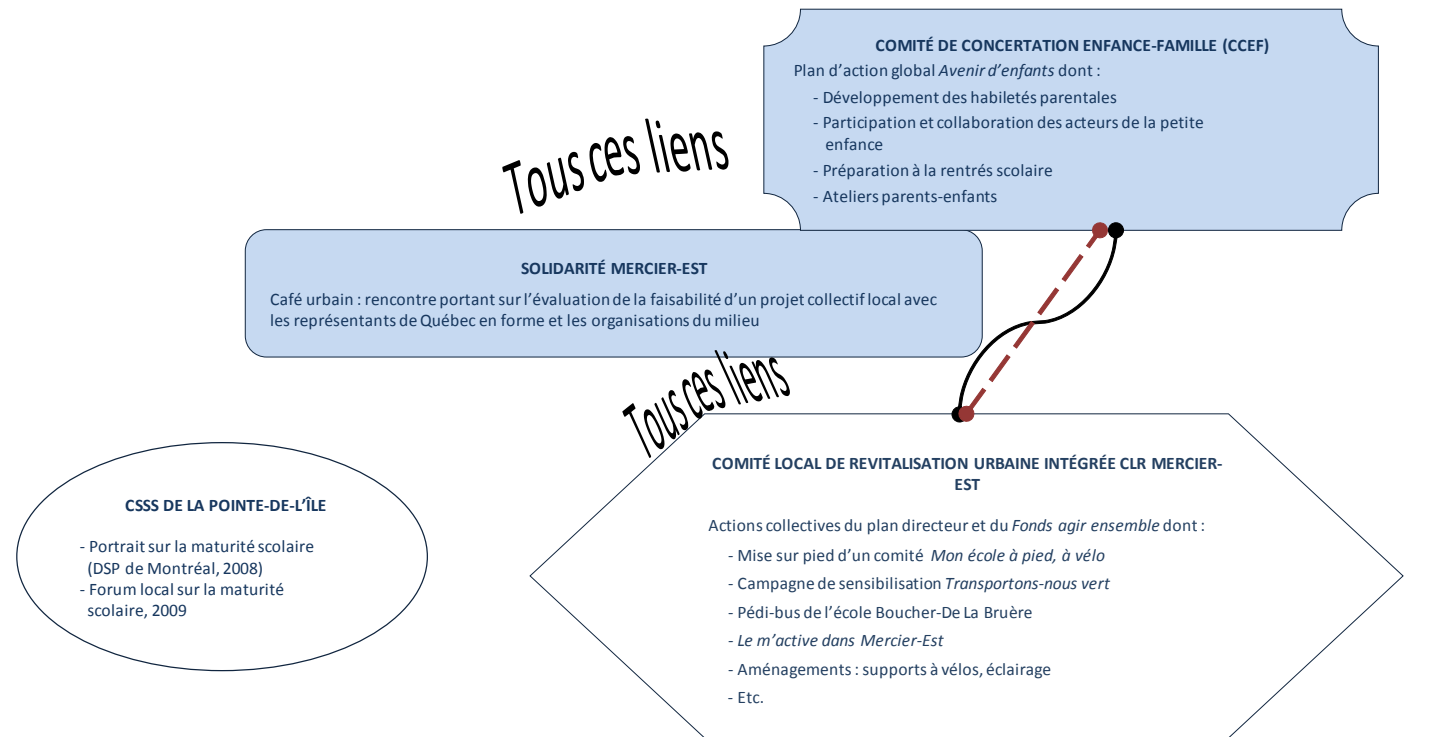
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La majorité des actions (8/15) sont d'émergence locale. Cinq actions sont d'origine mixte : dépôt d'une demande pour le projet *Mercier-Est, un quartier qui carbure au vert* ; plan d'action du Comité d'action enfance-famille (CCEF) : programmes /besoins issus du forum ; haltes garderies facilitant l'insertion des parents en emploi (CCEF); plan directeur RUI 2007 revitalisation des artères commerciales et aménagements urbains : appel de projet Quartiers 21/besoins locaux ; diagnostic local RUI Fonds Agir ensemble : comité de parents de l'école et actions locales/Vélo Québec. Enfin, deux actions sont issues d'une logique descendante : bilan collectif 2003-2008 réalisé par Solidarité Mercier-Est des actions et projets menés en 2003-2008 relativement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale et l'étude de marché pour les artères commerciales du plan directeur RUI.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, des liens de co-coordination existent entre le CLR Mercier-Est et Solidarité Mercier-Est. Tous les liens sont présents entre Solidarité Mercier-Est et le Comité d'action site Contrecœur ainsi qu'entre Solidarité Mercier-Est et le Comité de concertation enfance-famille.

5: Éducation : actions collectives et lien dynamiques entre les instances



TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

-  Table de quartier
-  Table thématique ou sectorielle
-  Comité / Sous comité
-  Projet collectif
-  Organisation avec un mandat de mobilisation
-  Mécanisme ponctuel
-  Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

-  Partage d'informations
-  Planification conjointe
-  Mise en œuvre/réalisation commune
-  Coordination, gestion et administration
- Tous ces liens** Tous ces liens

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, la stratégie de mobilisation a été mise en œuvre. Le Comité local de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est a mobilisé les jeunes du secteur RUI dans le cadre des actions du plan directeur et du *Fonds agir ensemble* et pour la mise sur pied du Comité *Mon école à pied, à vélo*. Le Comité de concertation enfance-famille a mobilisé les organisations préoccupées par la petite enfance autour d'un plan d'action global et d'actions collectives. Dans une perspective plus générale, parmi les quatre instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que trois instances mettent en œuvre les stratégies de mobilisation, de participation citoyenne et de développement et d'harmonisation des politiques publiques en ce qui a trait à l'éducation dans l'exercice de leur mandat. (Information manquante pour une instance).

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement porté sur l'établissement de diagnostics, l'identification de priorités, le développement des compétences et l'information-sensibilisation. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, trois instances contribuent de différentes manières à l'éducation. Les dimensions les plus investies sont : le développement des compétences, l'amélioration du milieu de vie et l'information-sensibilisation. (Information manquante pour une instance).

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Sept initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation, mobilisation et participation citoyenne : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; diagnostic et priorisation : Vélo Québec Mon école à pied et à vélo ; accessibilité des services : RUI, Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables (CEF), Écoles et milieux en santé (ÉMES) volet prévention des toxicomanies, Avenir d'enfants, Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Entente MESS-Ville de Montréal) ; disponibilité des services : SIPPE composante CEF, ÉMES volet prévention des toxicomanies, Avenir d'enfants ; développement des compétences : SIPPE composante CEF, ÉMES volet prévention des toxicomanies, Avenir d'enfants, Entente MESS-Ville de Montréal ; amélioration du milieu de vie : SIPPE composante CEF, ÉMES volet prévention des toxicomanies, Entente MESS-Ville de Montréal, Vélo Québec Mon école à pied et à vélo ; information-sensibilisation : IMSDSL, SIPPE composante CEF, ÉMES volet prévention des toxicomanies, Avenir d'enfants, RUI, Vélo Québec Mon école à pied et à vélo.

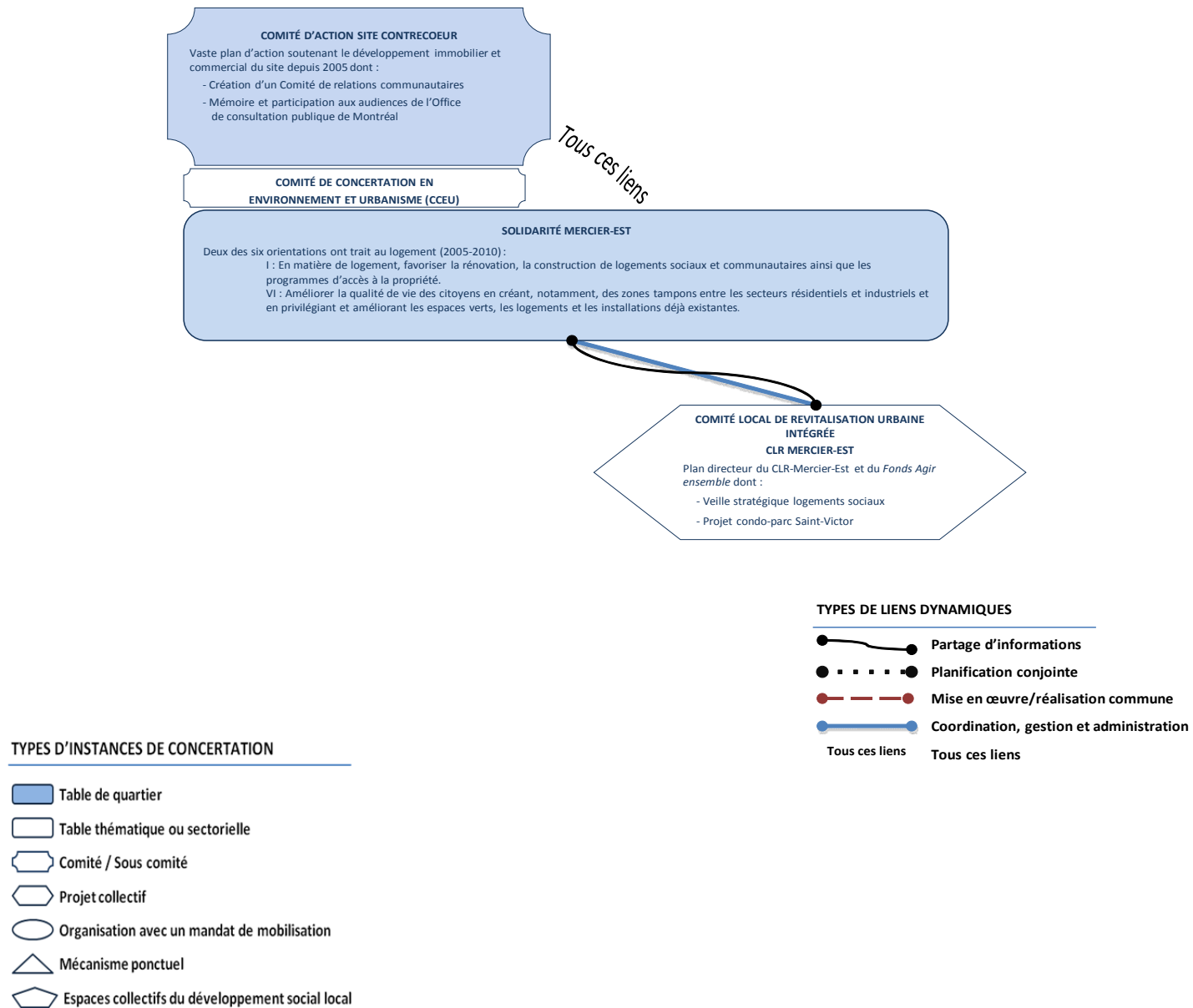
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Cinq actions sont d'émergence locale. Quatre actions sont d'origine mixte : café urbain sur l'évaluation de la faisabilité d'un projet collectif avec les représentants de Québec en forme : Québec en forme/milieu ; Fonds Agir ensemble et actions collectives ; ateliers parents-enfants : programme SIPPE/besoins du milieu ; *Je m'active dans mon quartier* : Vélo Québec/comité de parents de l'école. Deux actions sont issues d'une logique descendante : *Transportons-nous vert* et Mon école à pied et à vélo de Vélo Québec. (Information manquante pour une action)

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de partage d'information et de réalisation commune entre le Comité de concertation enfance-famille (CCEF) et le Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est. Tous les liens de collaboration sont présents entre Solidarité Mercier-Est et le CLR Mercier-Est et entre Solidarité Mercier-Est et le CCEF.

6. Logement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, le Comité d'action site Contrecœur de Solidarité Mercier-Est a mis en œuvre les trois stratégies de développement social. La mobilisation des acteurs, la participation citoyenne et les interventions pour le développement et l'harmonisation des politiques publiques ont été favorisées en lien avec ce vaste projet immobilier en vue de l'augmentation de logements sociaux et communautaires, une meilleure répartition géographique de ceux-ci, des logements pour les familles et les aînés, une zone de transition avec la carrière, etc. Le Comité d'action site Contrecœur est aussi intervenu sur les politiques publiques lors du dépôt d'un mémoire et de sa participation aux audiences de l'Office de consultation publique de Montréal sur le projet immobilier et commercial du site. Dans une perspective plus générale, la perception est que les trois instances ayant réalisé des actions collectives, mettent en œuvre les trois stratégies de développement social en ce qui a trait au logement dans l'exercice de leur mandat.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement porté sur le partage d'un diagnostic commun entre les acteurs, l'identification de priorités d'action et l'accessibilité au logement. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les trois instances travaillent presque toutes l'ensemble des dimensions en ce qui a trait au logement. Cependant, une seule instance a favorisé le développement de l'expertise, tandis que le soutien financier n'est pas un aspect couvert par les instances.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Trois initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation et mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local ; diagnostic : Avenir d'enfants ; priorisation : Revitalisation urbaine intégrée (RUI).

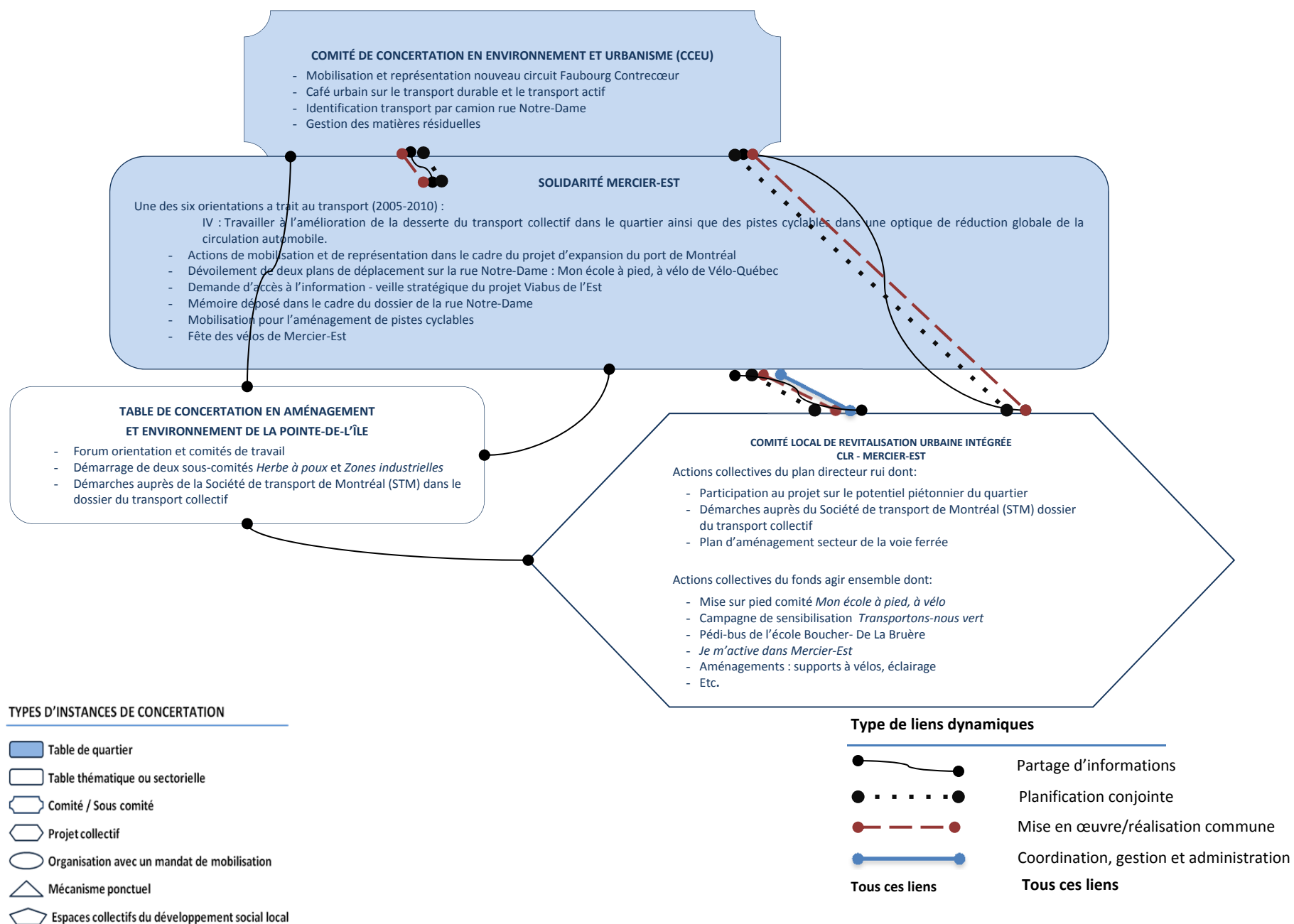
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Toutes les actions collectives sont d'émergence locale.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, des liens de partage d'information et de coordination existent entre Solidarité Mercier-Est et le Comité local de revitalisation urbaine intégrée Mercier-Est. Tous les liens dynamiques sont présents entre Solidarité Mercier-Est et le Comité d'action site Contrecœur.

7. Transport : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, les trois stratégies de développement social ont été mises en œuvre. Solidarité Mercier-Est a mobilisé les acteurs et favorisé la participation citoyenne dans le cadre de la détermination de ses orientations 2005-2010 dont l'une porte sur le transport. Solidarité Mercier-Est est aussi intervenue pour le développement et l'harmonisation des politiques publiques dans le cadre de ses actions et représentations relativement au projet d'expansion du Port de Montréal, lors de la veille stratégique du projet Viabus de l'Est et le réaménagement de la rue Notre-Dame. Le Comité de concertation en environnement et urbanisme (CCEU) de Solidarité Mercier-Est a favorisé la participation citoyenne en lien avec le nouveau circuit de transport actif Faubourg Contrecoeur. Le Comité local de revitalisation urbaine intégrée Mercier-Est a mobilisé les acteurs en lien avec les projets *Je m'active dans Mercier-Est* et *Mon école à pied et à vélo*. Enfin, la table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'Île a mobilisé les acteurs lors d'un forum touchant, entre autres différents aspects relatifs au transport et à l'aménagement et par la mise sur pied de comités de travail. Elle est aussi intervenue auprès de la Société de Transport de Montréal dans le dossier du transport collectif. Dans une perspective plus générale, la perception est que les quatre instances ayant réalisé des actions collectives mettent en œuvre les stratégies de développement social en ce qui a trait au transport dans l'exercice de leur mandat : trois mobilisent les acteurs, trois favorisent la participation citoyenne et quatre interviennent sur les politiques publiques.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur le partage d'un diagnostic commun entre les acteurs, l'identification de priorités d'action, l'information-sensibilisation et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les quatre instances travaillent sur différentes dimensions relativement au transport. Les dimensions les plus investies sont le soutien à la concertation, le diagnostic, la priorisation, l'accessibilité des services, l'amélioration du milieu de vie, l'information-sensibilisation et le développement de l'expertise.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation et diagnostic : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL), Revitalisation urbaine intégrée (RUI), Un environnement urbain favorable à la santé-Aménager des quartiers durables, Avenir d'enfants et Vélo- Québec ; priorisation : IMSDSL, RUI, Un environnement urbain favorable à la santé-Aménager des quartiers durables et Vélo-Québec ; amélioration du milieu de vie : Un environnement urbain favorable à la santé-Aménager des quartiers durables, RUI et Vélo Québec ; politiques publiques : RUI et Avenir d'enfants ; participation citoyenne : RUI et Un environnement urbain favorable à la santé-Aménager des quartiers durables ; accessibilité des services, développement des compétences et information-sensibilisation : RUI et Vélo Québec ; disponibilités des services et développement de l'expertise : RUI.

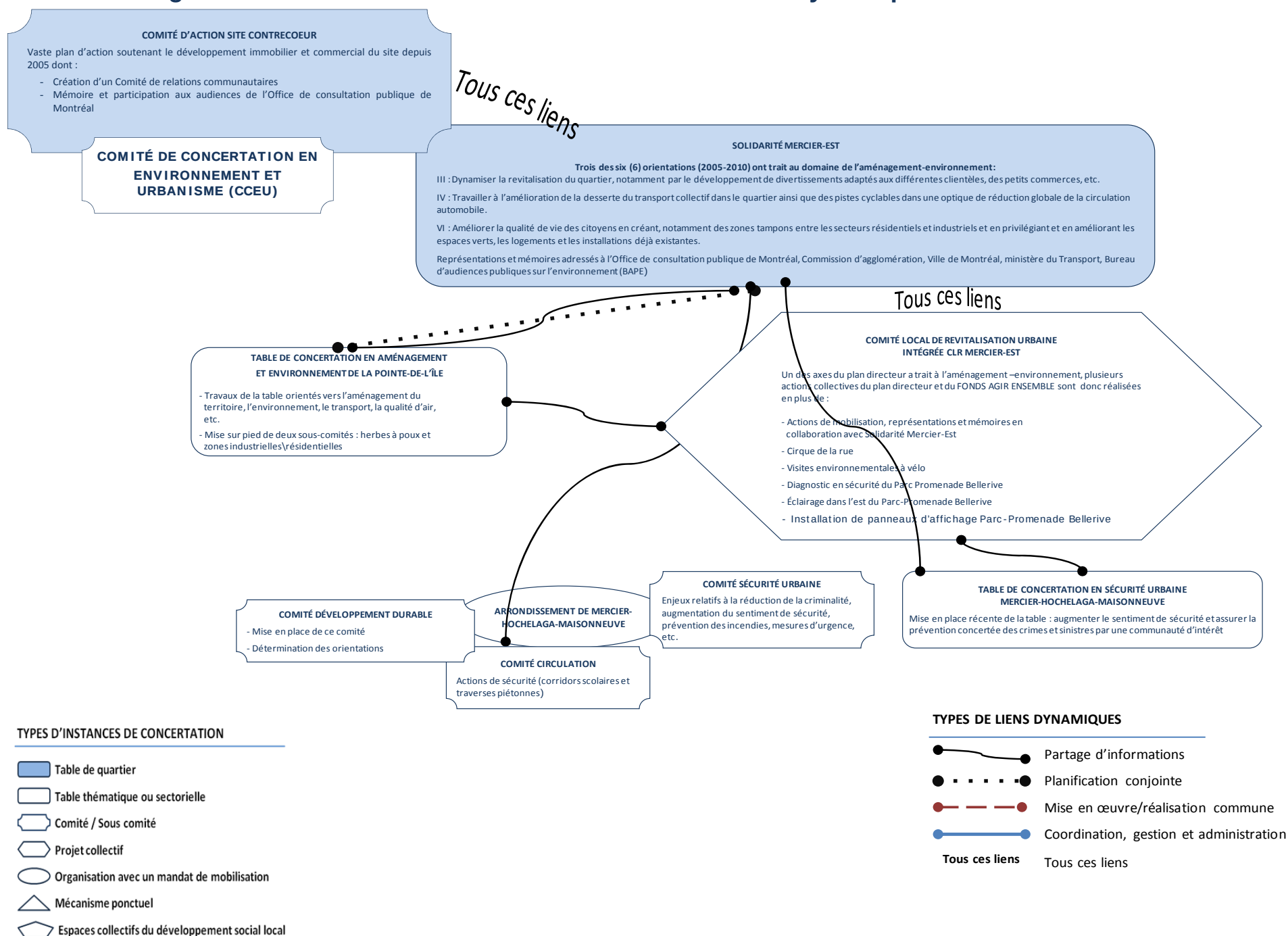
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Cinq actions sont d'émergence locale. Trois actions sont issues d'une logique descendante : la participation au projet de recherche de la DSP sur le potentiel piétonnier, *Mon école à pied et à vélo* de Vélo Québec et *Transportons-nous vert* réalisé dans les écoles. (Information manquante pour 16 actions)

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, des liens de partage d'information existent entre les différentes instances ayant réalisé des actions collectives. Solidarité Mercier-Est a des liens de planification et de réalisation conjointes avec le Comité de concertation en environnement et urbanisme et le Comité local de revitalisation urbaine intégrée de Mercier-Est. Ces deux comités ont aussi des liens de planification et de réalisations conjointes. Enfin, Solidarité Mercier-Est et le Comité de revitalisation urbaine intégrée de Mercier-Est ont des liens de co-coordination.

8. Aménagement environnement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, Solidarité Mercier-Est a mobilisé les acteurs en lien avec le Forum de développement social où cinq des six orientations concernent le domaine de l'aménagement-environnement. Solidarité Mercier Est a aussi mobilisé les acteurs relativement à différents projets (ex. : dossier des interfaces industrielles et résidentielles, Petit Sésame). Le Comité de revitalisation (CLR) de Mercier-Est a fait de même en lien avec plusieurs actions (ex. : femmes et sécurité urbaine, centre récréo-sportif). Le Comité d'action site Contrecœur a aussi mis en œuvre une stratégie de mobilisation dans le cadre de son plan d'action. La Table de Concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de l'Île et la Table de concertation en sécurité urbaine de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve ont aussi mis de l'avant cette stratégie pour élaborer leur plan d'action. La participation citoyenne, quant à elle, a été favorisée par Solidarité Mercier-Est relativement à l'orientation IV sur le transport et par le Comité d'action site Contrecœur. Enfin, le développement et l'harmonisation des politiques publiques ont été travaillés par le biais de représentations et mémoires par Solidarité Mercier-Est, le CLR Mercier-Est et le Comité d'action site Contrecœur. Dans une perspective plus générale, la perception est que par parmi les huit instances ayant réalisé des actions collectives, quatre mobilisent les acteurs et interviennent sur les politiques publiques et deux favorisent la participation citoyenne en ce qui a trait à l'aménagement-environnement dans l'exercice de leur mandat. (Information manquante pour une instance)

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur le partage d'un diagnostic commun entre les acteurs, l'identification de priorités d'action et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les instances participent de différentes manières au domaine de l'aménagement-environnement. Les dimensions les plus investies sont l'amélioration du milieu de vie, le diagnostic et la priorisation. (Information manquante pour une instance)

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Six initiatives soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation et soutien à la concertation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL), Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et Un environnement urbain favorable à la santé Aménager des quartiers durables ; diagnostic : IMSDSL, RUI et Lutte aux gangs de rue ; priorisation : RUI, Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Entente MESS-Ville de Montréal) et Lutte aux gangs de rue ; accessibilité des services : RUI et Entente MESS-Ville de Montréal; disponibilité des services et développement des compétences : RUI ; amélioration du milieu de vie : Écoles et milieux en santé (ÉMES) volet Prévention des toxicomanies, Un environnement urbain favorable à la santé Aménager des quartiers durables, RUI, Entente MESS-Ville de Montréal et Lutte aux gangs de rue ; information-sensibilisation : ÉMES volet Prévention des toxicomanies et RUI ; développement de l'expertise, participation citoyenne et politiques publiques : RUI.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

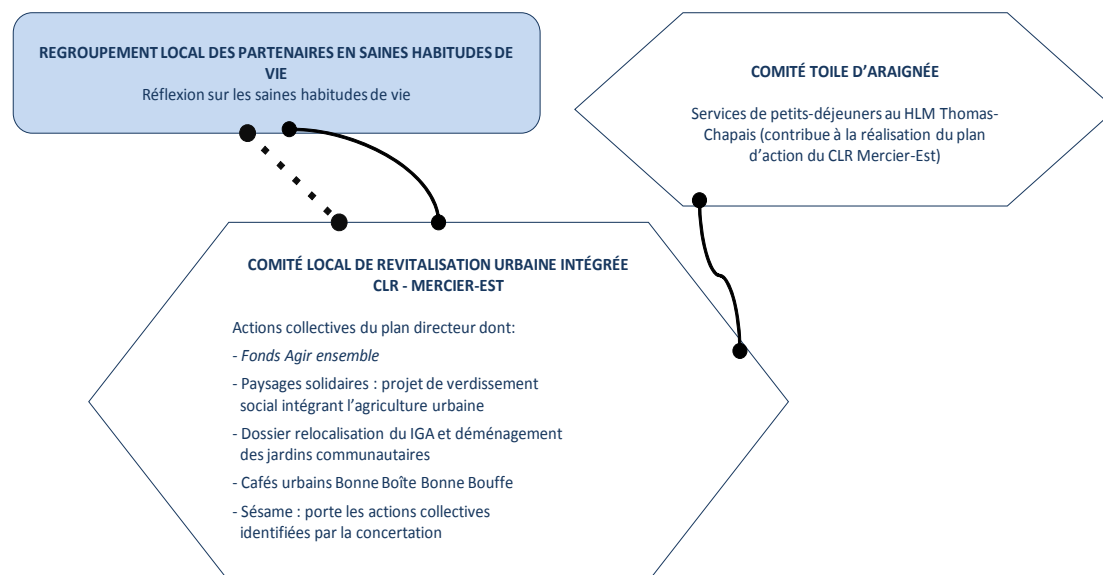
Seize (16) actions sont d'émergence locale. Cinq actions sont d'origine mixte : plan directeur du CLR Mercier-Est : programme/besoins locaux ; projet Mercier-Est un quartier qui carbure au vert (information manquante) ; représentations pour le projet de construction d'un centre récréo-sportif : Plan d'eau/milieu communautaire ; projet cirque de rue : programme intervention de milieu et Fond agir ensemble/milieu ; mise en place de la Table de concertation en sécurité urbaine Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve /initiative issue du Forum de développement social 2007. Trois actions sont issues d'une logique descendante étant initiées au

départ par l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve soit celles des comités circulation, développement urbain et sécurité urbaine de l'arrondissement. (Information manquante pour 11 actions)

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, des liens de partage d'informations existent entre différentes instances. Solidarité Mercier-Est et la Table en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'Île ont des liens de planification conjointe. Enfin, tous les liens de collaboration sont présents entre Solidarité Mercier-Est et le CLR Mercier-Est et entre Solidarité-Mercier-Est le Comité d'action site Contrecœur.

9. Sécurité alimentaire : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

- Table de quartier
- Table thématique ou sectorielle
- Comité / Sous comité
- Projet collectif
- Organisation avec un mandat de mobilisation
- Mécanisme ponctuel
- Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

- Partage d'informations
- Planification conjointe
- Mise en œuvre/réalisation commune
- Coordination, gestion et administration
- Tous ces liens

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, le Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est a mobilisé les acteurs, favorisé la participation citoyenne et est intervenu sur les politiques publiques en lien avec la relocalisation du magasin IGA et du déménagement des jardins communautaires. Le Comité Toile d'araignée a aussi mobilisé les acteurs relativement au projet de petits déjeuners dans le HLM Thomas-Chapais. Dans une perspective plus générale, parmi les trois instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est qu'une instance met en œuvre les trois stratégies de développement social et une autre mobilise les acteurs en ce qui a trait à la sécurité alimentaire dans l'exercice de leur mandat. (Information manquante pour une instance).

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement porté sur le partage d'un diagnostic commun entre les acteurs, l'identification de priorités d'action et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, une instance intervient sur presque toutes les dimensions tandis qu'une autre travaille davantage le diagnostic et la priorisation. (Information manquante pour une instance).

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Trois initiatives soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation, diagnostic et priorisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; accessibilité des services, développement des compétences et amélioration du milieu de vie : RUI et Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; disponibilités des services, information-sensibilisation, politiques publiques, participation citoyenne et développement de l'expertise : RUI

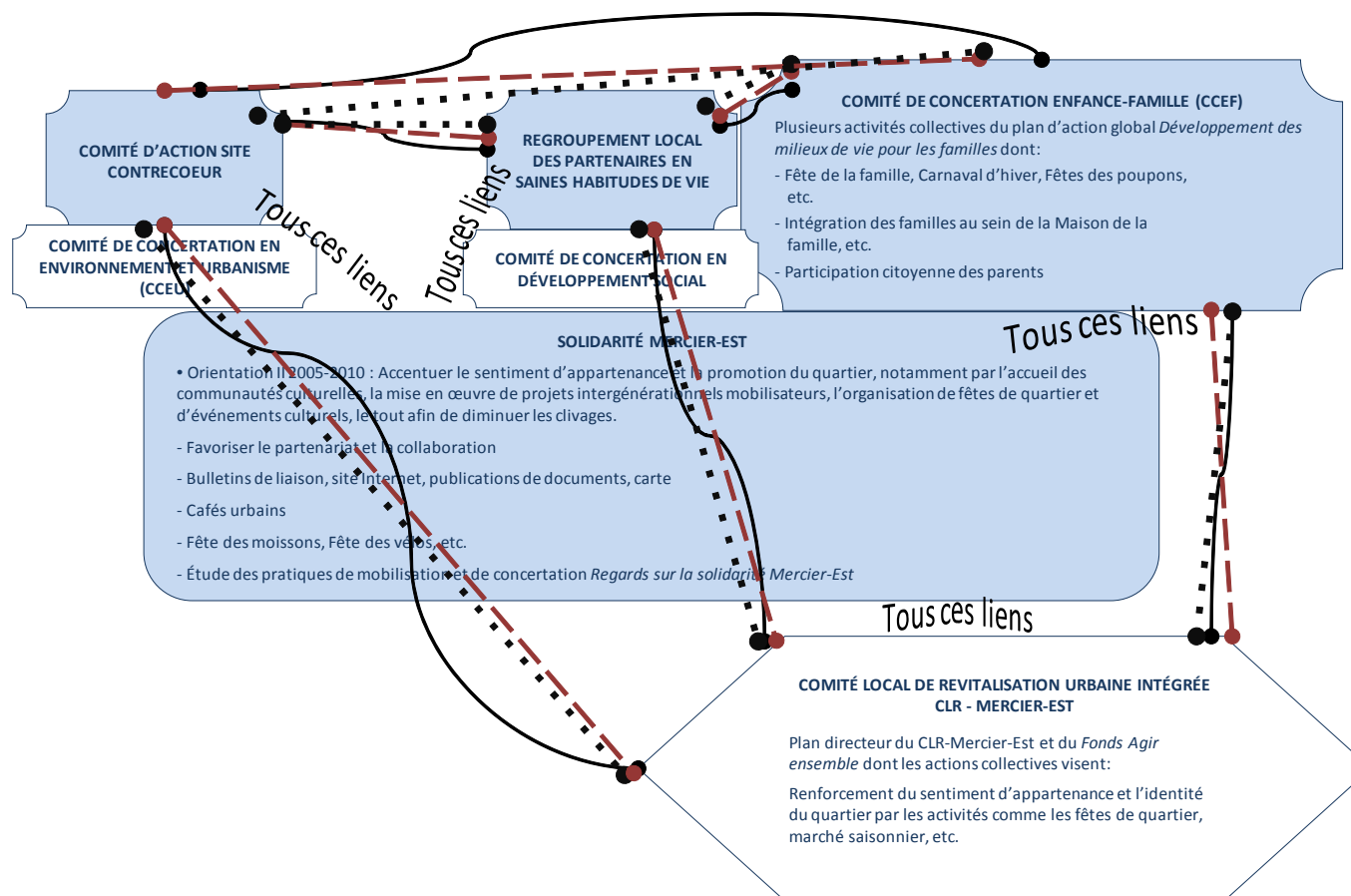
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La majorité des actions (4/7) sont d'émergence locale. Une action est d'origine mixte : les cafés urbains sur le projet Bonne Boîte Bonne Bouffe : programme régional/besoins du milieu. (Information manquante pour deux actions)

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de partage d'information entre le CLR Mercier-Est et le Regroupement local des partenaires en saines habitudes de vie et entre le CLR Mercier-Est et le Comité Toile d'araignée. Le CLR Mercier-Est a aussi des liens de planification conjointe avec le Regroupement local des partenaires en saines habitudes de vie.

10. Vie communautaire et de quartier : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



TYPES D'INSTANCES DE CONCERTATION

- Table de quartier
- Table thématique ou sectorielle
- Comité / Sous comité
- Projet collectif
- Organisation avec un mandat de mobilisation
- Mécanisme ponctuel
- Espaces collectifs du développement social local

TYPES DE LIENS DYNAMIQUES

- Partage d'informations
- Planification conjointe
- Mise en œuvre/réalisation commune
- Coordination, gestion et administration
- Tous ces liens

Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2010-2011, la stratégie de mobilisation a été mise en œuvre par plusieurs instances. Solidarité Mercier-Est a mobilisé les acteurs dans le cadre de différentes activités (assemblées des membres, assemblées publiques, cafés urbains, consultations publiques, comités d'action, fête des moissons, projet le petit Sésame, etc.). Le Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est a aussi mobilisé les acteurs relativement au plan directeur RUI et lors des rencontres des comités d'action et des comités de travail. Enfin, le Comité de concertation enfance-famille (CCEF) de Solidarité Mercier-Est a mobilisé les acteurs dans le cadre de la consultation sur les services offerts aux familles et l'organisation de la fête annuelle de la famille. La participation citoyenne a aussi été favorisée : diverses assemblées ou rencontres organisées par Solidarité Mercier-Est et soutien à la participation des citoyens, participation citoyenne projet site Contrecœur et plan d'action RUI, participation des parents à un comité de parents en lien avec les actions du CCEF, etc. En ce qui a trait aux interventions sur les politiques publiques, celles-ci ont été principalement travaillées par le Comité du site Contrecœur en vue de l'amélioration de ce milieu de vie. Dans une perspective plus générale, la perception est que les cinq instances ayant réalisé des actions collectives, déploient les trois stratégies de développement social en ce qui a trait à la vie communautaire et de quartier dans l'exercice de leur mandat.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur l'amélioration du milieu de vie, l'information-sensibilisation, le diagnostic et la priorisation. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les cinq instances participent à ce domaine de différentes manières et toutes les dimensions sont travaillées. Certaines sont investies par les cinq instances soit le diagnostic, la priorisation et le soutien financier.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Sept initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Leurs principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation et participation citoyenne : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL), Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et Un environnement favorable à la santé : Aménager des quartiers durables; mobilisation : IMSDSL, Un environnement favorable à la santé : Aménager des quartiers durables et Avenir d'enfants ; diagnostic : IMSDSL, RUI et Avenir d'enfants; priorisation : RUI et Avenir d'enfants ; accessibilité des services : Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance (SIPPE) à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables (CEF), Écoles et milieux en santé (ÉMES) volet Prévention des toxicomanies, Un environnement favorable à la santé : Aménager des quartiers durables, Avenir d'enfants et Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Entente MESS-Ville de Montréal) ; disponibilité des services : SIPPE composante CEF, ÉMES volet Prévention des toxicomanies, Avenir d'enfants et Entente MESS-Ville de Montréal ; développement des compétences : SIPPE composante CEF, ÉMES volet Prévention des toxicomanies et Entente MESS-Ville de Montréal; amélioration du milieu de vie : SIPPE composante CEF, ÉMES volet Prévention des toxicomanies et RUI..

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

Sept actions sont d'émergence locale. Six actions sont d'origine mixte : actions en lien avec la deuxième orientation de Solidarité Mercier-Est : (information manquante)/forum 2005 de Solidarité Mercier-Est ; café urbain de Solidarité Mercier-Est sur l'intégration des immigrants : ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC)/préoccupation du milieu ; rencontre d'information organisée par Solidarité Mercier-Est avec des représentants de Québec en forme : Québec en forme/préoccupation du milieu ; Étude des pratiques de mobilisation et de concertation de Solidarité Mercier-Est : projet pilote de Centraide du Grand Montréal/besoins du milieu ; plan directeur du CLR Mercier-Est :

arrondissement de Mercier-Est–Hochelaga-Maisonneuve/besoins du milieu ; rencontres du CLR Mercier-Est et des comités d'action : arrondissement de Mercier-Est–Hochelaga-Maisonneuve/besoins du milieu. (Information manquante pour 13 actions)

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de partage d'information, de planification et de réalisation conjointes entre différents comités de concertation et d'action et entre ces comités et le CLR Mercier-Est. Enfin, tous les liens dynamiques sont présents entre les comités de concertation et d'action et Solidarité Mercier-Est et entre Solidarité Mercier-Est et le CLR Mercier-Est.

Conclusion

Pris en 2010-2011, ce document est, en quelque sorte, un « portrait de famille » de l'ensemble des instances de concertation du territoire intervenant dans différents domaines du développement social. Il positionne de façon claire leurs actions collectives et les liens structuraux et dynamiques qui existent entre ces instances. Il fait ressortir également les différents types de contributions visées par ces actions et les stratégies de mise en œuvre. Il démontre le travail important réalisé collectivement tant au niveau de la planification que de la mise en œuvre des actions et ce, dans chacun des domaines du développement social.

Chaque réseau local est spécifique, riche et complexe! Il est donc nécessaire de bien comprendre pour mieux agir. C'est pourquoi ce portrait expose également les raisons sous-jacentes à l'émergence des actions collectives ainsi que la contribution des programmes et des initiatives de mobilisation dans chacun des domaines du développement social.

Beaucoup de travail a été accompli au cours des dernières années, mais beaucoup de travail reste à faire pour lutter contre les inégalités sociales de santé. Les communautés locales ont développé beaucoup de savoir-faire à cet égard qui doit être consolidé et renforcé. C'est en poursuivant nos collaborations et en travaillant ensemble que nous pourrions changer les choses et garder notre monde en santé.

ANNEXES

- Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion
- Annexe II : Principales sources d'information
- Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2010-2011
- Annexe IV : Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2010-2011
- Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011
- Annexe VI : Lexique

Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion

POUR CHAQUE DOMAINE	POUR L'ENSEMBLE DES ARRIMAGES DES CONCERTATIONS
Mise en commun des informations à l'échelle du territoire • Considérant les différents portraits réalisés, est-ce qu'un mécanisme de mise en commun permet de dégager des constats et des priorités ? Développement de moyens et mise en œuvre des actions • Est-ce que les actions réalisées sont complémentaires ? • Y a-t-il des aspects importants nommés par les concertations mais qui ne sont pas travaillés ? • Quels sont les principaux obstacles à la réalisation des actions ? • Quelles seraient les actions à renforcer ou à développer ? • Existe-il d'autres leviers (ex. : au plan régional ou national) pouvant contribuer à renforcer l'action locale ? Déploiement des stratégies de développement social • Y a-t-il des politiques publiques sur lesquelles il serait important d'intervenir ? • Est-ce que les mécanismes mis en place favorisent la participation des différents acteurs y compris les citoyens aux différentes étapes de l'action intersectorielle (portrait/analyse des besoins, identification des priorités, planification, réalisation et évaluation) ? • Les principaux réseaux concernés par le domaine sont-ils mobilisés ? Si non, quels réseaux devraient être interpellés ? Collaborations • Les arrimages entre les concertations permettent-ils d'assurer une continuité et une cohérence des interventions auprès des populations visées ? • Quelles seraient les collaborations à consolider ou à développer ? • Est-ce que la dynamique existante est un <i>plus-value</i> pour l'avancement des travaux relatifs au domaine ?	Priorités locales • Les grandes conclusions des portraits et états de situation récemment réalisés sur le territoire ont-elles donné lieu à des débats collectifs et au partage d'une vision commune ? • Comment les principaux constats sont-ils intégrés aux travaux menés actuellement dans le territoire ? • Y a-t-il des préoccupations transversales à plusieurs concertations locales ? • Quels sont les domaines du développement social à travailler davantage ? Sous quels aspects ? Mise en œuvre et développement des actions et stratégies • Y a-t-il des politiques publiques sur lesquelles il serait important d'intervenir ? • Est-ce que la participation citoyenne est une stratégie importante pour les concertations locales ? Si oui, comment est-elle mise en œuvre par les concertations ? • Est-ce que les principaux réseaux concernés par les enjeux du territoire sont mobilisés ? Si non, quels sont les réseaux qui devraient être interpellés ? • Existe-t-il d'autres leviers, par exemple au plan régional et national, pouvant renforcer l'action locale ? Collaborations • Les arrimages décrits dans le présent portrait convergent-ils avec l'analyse effectuée par les concertations ? • Comment les différents plans d'action touchant le développement social (table de quartier, arrondissement, plan d'action local de santé publique–PAL du CSSS, etc.) sont-ils arrimés ensemble ? • Les mesures de santé publique inscrites dans le PAL du CSSS et faisant appel à la mobilisation des communautés soutiennent-elles les actions identifiées et/ou priorisées par le milieu ? • Quelles sont les collaborations à consolider ou à développer ?

Annexe II : Principales sources d'information

Documents consultés

Les principales sources d'information utilisées pour réaliser le portrait sont les suivantes :

Bujold Renald et al., Mercier-Est Quartier en santé, Portrait de concertations de quartier à Montréal, Direction de santé publique de Montréal, Ville de Montréal et Centraide du Grand Montréal, 2001.

Collectif Quartier, Atlas des quartiers, www.collectifquartier.org/atlas-des-quartiers, consulté le 22 mars 2010.

Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Disparités dans l'accès à des aliments santé, CSSS Pointe-de-l'Île, 2007.

Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Enquête sur la maturité scolaire des enfants, Portrait du CSSS de la Pointe-de-l'Île, 2008.

Entente administrative liant la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du contrat de ville, projets financés reddition de compte 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009.

Plans d'action et bilans d'activités pour les mesures Écoles et milieux en santé volet prévention des toxicomanies, Aménager des quartiers durables-environnements sécuritaires, Revitalisation urbaine intégrée et Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité (SIPPE) composante Création d'environnements favorables.

Solidarité Mercier-Est, Rapport annuel 2010-2011.

Solidarité Mercier-Est, Agir jusqu'en 2010, actes du Forum 2005 de Solidarité Mercier-Est.

Solidarité Mercier-Est, Regards sur Solidarité Mercier-Est, étude des pratiques de la table de concertation multisectorielle et multiréseaux du quartier Mercier-Est, 2009.

Connaissances des acteurs du milieu

Les connaissances de Nathalie Langlois, organisatrice communautaire, et de Nathalie Rochon, conseillère cadre en prévention et promotion de la santé au CSSS de la Pointe-de-l'Île, de Fabienne Audette, directrice générale de Solidarité Mercier-Est et de Sabrina Mc Fadden, coordonnatrice générale par intérim, et de Josée Boucher, conseillère en développement communautaire à l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, ont été indispensables pour la réalisation de ce portrait. Ces connaissances ont été partagées lors de rencontres réunissant toutes ou certaines de ces personnes les 22 avril, 17 mai, 17 juin, 22 septembre, 20 octobre 2010 et les 14 février, 28 mars, 31 mars et 26 avril 2011. La lecture de l'analyse globale des arrimages a été effectuée par Fabienne Audette de Solidarité Mercier-Est, Josée Boucher de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve et Nathalie Langlois du CSSS de la Pointe-de-l'Île.

Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2010-2011

Instances du développement social		DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	ÉDUCATION	LOGEMENT	TRANSPORT	AMÉNAGEMENT-ENVIRONNEMENT	SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	VIE COMMUNAUTAIRE ET DE QUARTIER
	SOLIDARITÉ MERCIER-EST	X	X	X	X	X		X
	COMITÉ DE CONCERTATION EN ENVIRONNEMENT ET URBANISME				X	X		
	COMITÉ D'ACTION SITE CONTRECŒUR	X		X				X
	COMITÉ DE CONCERTATION ENFANCE-FAMILLE (CCEF)	X	X					X
	REGROUPEMENT LOCAL DES PARTENAIRES EN SAINES HABITUDES DE VIE						X	X
	COMITÉ LOCAL DE REVITALISATION URBAINE INTÉGRÉE (CLR) MERCIER-EST	X	X	X	X	X	X	X
	COMITÉ TOILE D'ARAIGNÉE						X	
	CSSS DE LA POINTE-DE-L'ÎLE		X					
	COMITÉS DE L'ARRONDISSEMENT MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE COMITÉ SÉCURITÉ URBAINE					X		
	COMITÉ CIRCULATION					X		
	COMITÉ DÉVELOPPEMENT DURABLE					X		
	TABLE DE CONCERTATION EN SÉCURITÉ URBAINE MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE					X		
	TABLE DE CONCERTATION EN AMÉNAGEMENT ET EN ENVIRONNEMENT DE LA POINTE-DE-L'ÎLE				X	X		

Annexe IV: Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2010-2011

	Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité alimentaire	Vie communautaire et de quartier
Initiative montréalaise de soutien au développement social local	X Soutien à la concertation Mobilisation Participation citoyenne	X Soutien à la concertation Mobilisation Participation citoyenne Information-sensibilisation	X Soutien à la concertation Mobilisation	X Mobilisation Diagnostic Priorisation	X Soutien à la concertation Mobilisation Diagnostic	X Mobilisation Diagnostic Priorisation	X Soutien à la concertation Mobilisation Diagnostic Participation citoyenne
SIPPE Composante création d'environnements favorables	X Accessibilité services	X Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu vie Information-sensibilisation					X Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu de vie
ÉMES volet milieu							
ÉMES volet Prévention toxicomanies		X Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu vie Information-sensibilisation			X Amélioration milieu vie Information-sensibilisation		X Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu de vie
Prévention-ITSS							
Environnement urbain favorable à la santé : Quartiers 21							
Environnement urbain favorable à la santé : Aménager quartiers durables	X Mobilisation			Mobilisation Diagnostic Priorisation Amélioration milieu de vie Participation citoyenne	X Soutien à la concertation Mobilisation Amélioration milieu de vie		X Soutien à la concertation Mobilisation Accessibilité services Participation citoyenne
Programme de soutien au développement de la Sécurité alimentaire							
Avenir d'enfants		X Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Information-sensibilisation	X Diagnostic	X Mobilisation Diagnostic Politiques publiques			X Mobilisation Diagnostic Priorisation Accessibilité services Disponibilités services

Zone grisée	LÉGENDE
Autres	Programme non disponible dans ce territoire
X	Financements autres que les programmes mentionnés en rubrique
	Participation du programme au domaine

Annexe IV: Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2010-2011 (suite)

	Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité alimentaire	Vie communautaire et de quartier
Projet accessibilité							
Québec en forme							
Revitalisation urbaine intégrée (RUI)	X Mobilisation Priorisation	X Soutien à la concertation Mobilisation Participation citoyenne Accessibilité services Information-sensibilisation	X Priorisation	X Mobilisation Soutien à la concertation Diagnostic Priorisation Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu de vie Information-sensibilisation Politiques publiques Participation citoyenne Développement expertise	X Mobilisation Soutien à la concertation Diagnostic Priorisation Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu de vie Information-sensibilisation Politiques publiques Participation citoyenne Développement expertise	X Mobilisation Diagnostic Priorisation Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences Amélioration milieu de vie Information-sensibilisation Politiques publiques Participation citoyenne Développement expertise	X Soutien à la concertation Diagnostic Priorisation Amélioration milieu de vie Participation citoyenne
Entente MESS-Ville lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale		X Accessibilité services Développement compétences Amélioration milieu vie			X Priorisation Accessibilité services Amélioration milieu vie	X Accessibilité services Développement compétences Amélioration milieu de vie	X Accessibilité services Disponibilités services Développement compétences
Autre : Programme Intervention de milieu, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	X Accessibilité services Amélioration milieu vie						

LÉGENDE

Zone grisée	Programme non disponible dans ce territoire
Autres	Financements autres que les programmes mentionnés en rubrique
X	Participation du programme au domaine

Annexe IV: Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2010-2011 (suite)

	Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité alimentaire	Vie communautaire et de quartier
Autre : Vélo Québec : Mon école à pied et à vélo		X Diagnostic Priorisation Amélioration milieu vie Information-sensibilisation		Mobilisation Diagnostic Priorisation Accessibilité services Développement compétences Amélioration milieu de vie Information-sensibilisation			
Autre : Lutte aux gangs de rue, arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve					X Diagnostic Priorisation Amélioration milieu vie		

LÉGENDE	
Zone grisée	Programme non disponible dans ce territoire
Autres	Financements autres que les programmes mentionnés en rubrique
X	Participation du programme au domaine

Annexe V : Tableau-synthèse Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011

		Planification		Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation	Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*		Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Développement économique	- Orientations III 2005-2010 issues du Forum de 2005 de Solidarité Mercier-Est - Préparation et dépôt d'un projet d'achat local et de transport actif par Solidarité Mercier-Est - Plan d'action global et mécanisme de bilan du Comité de concertation enfance-famille de Solidarité-Mercier-Est - Plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i> - Étude de marché portant sur les artères commerciales, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i>	- Orientations III 2005-2010 issues du Forum de 2005 de Solidarité Mercier-Est - Préparation et dépôt d'un projet d'achat local et de transport actif par Solidarité Mercier-Est - Bilan collectif des actions et des projets réalisés en 2003-2008 dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Solidarité Mercier-Est - Plan d'action global et mécanisme de bilan du Comité de concertation enfance-famille de Solidarité-Mercier-Est - Plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i>	- Orientations III 2005-2010 issues du Forum de 2005 de Solidarité Mercier-Est (1-2) - Bilan collectif des actions et des projets réalisés en 2003-2008 dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Solidarité Mercier-Est (2-6) - Petit Sésame, boulangerie d'économie sociale et centre de distribution d'aliments sains par Solidarité Mercier-Est (3-4-5-7) - Préparation et dépôt d'un mémoire au Conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve par Solidarité Mercier-Est relativement aux contributions municipales et la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté (6) - Recherche de consensus sur les projets collectifs à déposer dans le cadre du Contrat de Ville par Solidarité Mercier-Est (2-6) - Préparation et dépôt d'un projet d'achat local et de transport actif par Solidarité Mercier-Est (1-2) - Vaste plan d'action du Comité d'action site Contrecœur de Solidarité Mercier-Est soutenant le développement immobilier et commercial du site depuis 2005 (3-4) - Plan d'action global et mécanisme de bilan du Comité de concertation enfance-famille de Solidarité-Mercier-Est (1-2) - Haltes-garderies pour servir des objectifs d'insertion en emploi du Comité de concertation enfance-famille de Solidarité-Mercier-Est (3) - Plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i> (1-2) - Campagne de sensibilisation <i>Je m'active dans mon quartier</i>, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i> (6) - Répertoire des commerçants dans le secteur Hochelaga-Des Ormeaux, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i> (7) - Étude de marché portant sur les artères commerciales, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i> (1) - Plusieurs murales réalisées dans le cadre du projet Revitalisation des artères commerciales : <i>l'EnVert Du Mur</i>, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i> (5-6)		- Bilan collectif des actions et des projets réalisés en 2003-2008 dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Solidarité Mercier-Est - Préparation et dépôt d'un mémoire au Conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve par Solidarité Mercier-Est relativement aux contributions municipales et la gestion des programmes de lutte contre la pauvreté	- Vaste plan d'action du Comité d'action site Contrecœur de Solidarité Mercier-Est soutenant le développement immobilier et commercial du site depuis 2005 - Murales réalisées dans le cadre du projet Revitalisation des artères commerciales : <i>l'EnVert Du Mur</i>, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i>	- Bilan collectif des actions et des projets réalisés en 2003-2008 dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Solidarité Mercier-Est - Petit Sésame, boulangerie d'économie sociale et centre de distribution d'aliments sains par Solidarité Mercier-Est - Recherche de consensus sur les projets collectifs à déposer dans le cadre du Contrat de Ville par Solidarité Mercier-Est - Vaste plan d'action du Comité d'action site Contrecœur de Solidarité Mercier-Est soutenant le développement immobilier et commercial du site depuis 2005 - Campagne de sensibilisation <i>Je m'active dans mon quartier</i>, plan d'action du Comité local de revitalisation (CLR) de Mercier-Est et <i>du Fonds Agir ensemble</i>

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011(suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines		Éducation	- Café urbain de Solidarité Mercier-Est portant sur l'évaluation de la faisabilité d'un projet collectif avec les représentants de Québec en forme et les organisations du milieu - <i>Fonds Agir ensemble</i> et actions collectives, CLR Mercier-Est - <i>Je m'active dans mon quartier</i> du CLR Mercier-Est - Ateliers parents-enfants du CCEF - Portrait sur la maturité scolaire, DSP de Montréal, 2008	Forum local sur la maturité scolaire, CSSS de la Pointe-de-l'île, en collaboration avec le Centre 1,2,3, GO! 2009		- Café urbain de Solidarité Mercier-Est portant sur l'évaluation de la faisabilité d'un projet collectif avec les représentants de Québec en forme et les organisations du milieu (1) - <i>Fonds Agir ensemble</i> et actions collectives, CLR Mercier-Est (1-6-7) - Mise sur pied d'un comité Mon école à pied et à vélo, CLR Mercier-Est (7) - Campagne de sensibilisation <i>Transportons-nous vert</i>, CLR Mercier-Est (7) - Pédibus de l'école Boucher-De La Bruère, CLR Mercier-Est (6) - <i>Je m'active dans mon quartier</i>, CLR Mercier-Est (1) - Aménagements supports à vélos, éclairage aux abords des écoles, etc., CLR Mercier-Est (6) - Développement des habiletés parentales, Comité de concertation enfance famille (CCEF) de Solidarité Mercier-Est (5) - Préparation à la rentrée scolaire, CCEF (5) - Ateliers parents-enfants, CCEF (1-5) - Portrait sur la maturité scolaire, DSP de Montréal (1) - Forum local sur la maturité scolaire, CSSS de la Pointe-de-l'île, en collaboration avec le Centre 1,2,3 GO! (2)				- <i>Fonds Agir ensemble</i> et actions collectives, CLR Mercier-Est - Mise sur pied d'un comité Mon école à pied et à vélo, CLR Mercier-Est - Participation et collaboration des acteurs de la petite enfance, plan d'action global et actions collectives du CCEF	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011(suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines		Logement	- Deux (2) des six (6) orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est ont trait au logement : - I : En matière de logement, favoriser la rénovation, la construction de logements sociaux et communautaires ainsi que les programmes d'accès à la propriété. - VI : Améliorer la qualité de vie des citoyens en créant, notamment, des zones tampons entre les secteurs résidentiels et industriels et en privilégiant et améliorant les espaces verts, les logements et les installations déjà existantes. - Plan directeur du Comité local de revitalisation urbaine intégrée(CLR) Mercier-Est et <i>Fonds Agir ensemble</i> dont : - Veille stratégique logements sociaux - Projet condo-parc Saint-Victor - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site depuis 2005	- Deux (2) des six (6) orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est ont trait au logement - Plan directeur du CLR Mercier-Est et <i>Fonds Agir ensemble</i> dont : - Veille stratégique logements sociaux - Projet condo-parc Saint-Victor - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site - Mémoire et participation aux audiences de l'Office de consultation publique de Montréal, Comité d'action site Contrecœur		- Deux (2) des six (6) orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est ont trait au logement (1-2) - Plan directeur du CLR Mercier-Est et <i>Fonds Agir ensemble</i> dont la veille stratégique logements sociaux et le projet condo-parc Saint-Victor (1-2-3) - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site (1-2-3-4-5-6-7) - Création d'un Comité de relations communautaires par le Comité d'action site Contrecœur - Mémoire et participation aux audiences de l'Office de consultation publique de Montréal, Comité d'action site Contrecœur (2-3-6)		- Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site - Création d'un Comité de relations communautaires par le Comité d'action site Contrecœur - Mémoire et participation aux audiences de l'Office de consultation publique de Montréal, Comité d'action site Contrecœur	- Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site - Création d'un Comité de relations communautaires par le Comité d'action site Contrecœur	- Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site - Création d'un Comité de relations communautaires par le Comité d'action site Contrecœur	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011(suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Transport		- Un des six orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est a trait au transport : - IV : Travailler à l'amélioration de la desserte du transport collectif dans le quartier ainsi que des pistes cyclables dans une optique de réduction globale de la circulation automobile. - Plan directeur RUI, Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est (2007) - Participation au projet sur le potentiel piétonnier du quartier, CLR Mercier-Est (2008-2009) - Plan d'aménagement du secteur de la voie ferrée, CLR Mercier-Est (2008-2009) - Répertoire des besoins en support à vélos, CLR Mercier-Est (2007-2008) - Mobilisation et représentation pour le nouveau circuit du transport actif Faubourg Contrecœur, Comité de concertation en environnement et urbanisme (CCEU) de Solidarité Mercier-Est - Forum orientation et mise sur pied de comités de travail par la Table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île de Montréal (2009)	- Un des six orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est a trait au transport - Plan directeur RUI, Comité de revitalisation urbaine intégrée Mercier-Est - Plan d'aménagement du secteur de la voie ferrée, CLR Mercier-Est - Café urbain sur les thèmes du transport durable et du transport actif, CCEU de Solidarité Mercier-Est - Forum orientation et mise sur pied de comités de travail par la Table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île de Montréal		- Une des six orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est a trait au transport (1-2) - Dévoilement de deux plans de déplacement sur la rue Notre-Dame par Solidarité Mercier-Est avec les écoles partenaires du projet <i>Mon école à pied, à vélo</i> de Vélo-Québec (Information manquante) - Mobilisation pour l'aménagement de pistes cyclables par Solidarité Mercier-Est (7) - Fêtes des vélos de Mercier-Est (Information manquante) - Plan directeur RUI, Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est (1-2) - Démarches du CLR Mercier-Est auprès du Société de transport de Montréal (STM) dans le dossier du transport collectif dans l'Est de l'île (4) - Plan d'aménagement de la voie ferrée, CLR Mercier-Est (1-2) - Mise sur pied d'un comité d'action <i>Mon école à pied, à vélo</i>, CLR Mercier-Est (7) - <i>Je m'active dans Mercier-Est</i>, CLR Mercier-Est (6) - Campagne de sensibilisation <i>Transportons-nous vert</i>, CLR Mercier-Est (7) - Pédibus de l'école Boucher-De La Bruère, CLR Mercier-Est (6) - Supports à vélos communautaires Collège Mont-Royal, CLR Mercier-Est (6) - Mobilisation et représentation pour le nouveau circuit du transport actif Faubourg Contrecœur, CCEU de Solidarité Mercier-Est (1-3) - Café urbain sur les thèmes du transport durable et du transport actif, CCEU de Solidarité Mercier-Est (2-7) - Identification transport par camion rue Notre-Dame, CCEU de Solidarité Mercier-Est (Information manquante) - Gestion des matières résiduelles, CCEU de Solidarité Mercier-Est (information manquante) - Forum orientation et mise sur pied de comités de travail par la Table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île de Montréal (1-2)		- Actions de mobilisation et de représentation de Solidarité Mercier-Est dans le cadre du projet d'expansion du Port de Montréal - Demande d'accès à l'information et veille stratégique du projet Viabus de l'Est par Solidarité Mercier-Est - Mémoire déposé par Solidarité Mercier-Est relativement au réaménagement de la rue Notre-Dame - Démarches auprès du Société de transport de Montréal (STM) dans le dossier du transport collectif dans l'Est de l'île par Table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île de Montréal	- Orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est : une orientation en lien avec le transport - Mobilisation et représentation pour le nouveau circuit du transport actif Faubourg Contrecœur, CCEU de Solidarité Mercier-Est	- Orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est : une orientation en lien avec le transport - Mise sur pied d'un comité d'action <i>Mon école à pied, à vélo</i>, CLR Mercier-Est - <i>Je m'active dans Mercier-Est</i>, CLR Mercier-Est - Forum orientation et mise sur pied de comités de travail par la Table de concertation en aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île de Montréal	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011(suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisatio n
Domaines		Aménagement-environnement	- Cinq des six orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est touchent l'aménagement-environnement - Plan directeur RUI, Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est (2007) - Diagnostic sécurité urbaine des femmes, CLR Mercier-Est (2008-2009) - Plan d'aménagement du secteur de la voie ferrée, CLR Mercier-Est (2008-2009) - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site depuis 2005 - Plan d'action du Fonds Agir ensemble (2007-2008) - Plan d'aménagement du secteur de la voir ferrée, CLR Mercier-Est (2008-2009) - Diagnostic en sécurité de la Promenade Bellerive, CLR Mercier-Est (2007-2008) - Travaux de la Table de concertation aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île - Travaux du Comité de développement durable de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Travaux du Comité Sécurité urbaine de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	- Cinq des six orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est touchent l'aménagement-environnement - Plan directeur RUI, Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est - Plan d'aménagement du secteur de la voie ferrée, CLR Mercier-Est - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur - Travaux de la Table de concertation en sécurité urbaine Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Travaux du Comité de circulation de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Travaux du Comité de développement durable de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve - Travaux du Comité Sécurité urbaine de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve		- Cinq des six orientations 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est touchent l'aménagement-environnement (1-2) - Petit Sésame, boulangerie d'économie sociale et centre de distribution d'aliments sains par Solidarité Mercier-Est (3-4-5-7) - Préparation et dépôt d'un projet d'achat local et de transport actif par Solidarité Mercier-Est (1-2) - Café urbain sur le développement du site Contrecœur par Solidarité Mercier-Est (7) - Plan directeur RUI, Comité de revitalisation urbaine intégrée (CLR) Mercier-Est (1-2) - Diagnostic sécurité urbaine des femmes, CLR Mercier-Est (1) - Plan d'aménagement du secteur de la voie ferrée, CLR Mercier-Est (1-2) - Éclairage parc de l'école Boucher-De La Bruère, CLR Mercier-Est (6) - Mobilisation et représentations pour la construction d'un centre récréo-sportif, CLR Mercier-Est (3) - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur soutenant le développement immobilier et commercial du site (1-2-3-4-5-6-7) - Plan d'action du <i>Fonds Agir ensemble</i>, CLR Mercier-Est (1) - Boussole pour Mercier, création et diffusion de parcours sur le patrimoine urbain, CLR Mercier-Est (information manquante) - Support à vélos communautaires Collège Mont-Royal, CLR Mercier-Est (6) - Plan d'aménagement du secteur de la voir ferrée, aménagement passages piétonniers, CLR Mercier-Est (1-2) - Cirque de rue, CLR Mercier-Est (3) - Visites environnementales à vélo, CLR Mercier-Est (3-7) - Éclairage de l'Est de la Promenade Bellerive, CLR Mercier-Est (6) - Installation de panneaux d'affichage Promenade Bellerive pour un environnement urbain sécuritaire, CLR Mercier-Est (6) - Travaux de la Table de concertation aménagement et environnement de la Pointe-de-l'île (1) - Travaux de la Table de concertation en sécurité urbaine Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2-6) - Travaux du Comité de circulation de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (2-3-5-6) - Travaux du Comité de développement durable de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (1-2-6) - Travaux du Comité Sécurité urbaine de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (1-2-6)		- Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur - Mémoires et représentations par Solidarité Mercier-Est, CLR Mercier-Est ou Comité d'action site Contrecœur sur les dossiers suivants : - Projet d'expansion du Port de Montréal - Développement site Contrecœur - Projet de plan directeur de la gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal 2008-2012 - Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal - Projet de modernisation de la rue Notre-Dame - Projet de construction de réservoirs additionnels de Canterm - Demande d'accès à l'information et veille stratégique du projet Viabus de l'Est par Solidarité Mercier-Est	- Café urbain sur le développement du site Contrecœur par Solidarité Mercier-Est - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur	- Diagnostic sécurité urbaine des femmes, CLR Mercier-Est - Café urbain sur le développement du site Contrecœur par Solidarité Mercier-Est - Dossier des interfaces industrielles et résidentielles par Solidarité Mercier-Est - Mobilisation et représentations pour la construction d'un centre récréo-sportif, CLR Mercier-Est - Plan d'action du Comité d'action site Contrecœur - Travaux de la Table de concertation aménagement et environnement de la Pointe-de-l'Île	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011(suite)

		Planification			Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*		Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Sécurité alimentaire	- Réflexion sur la saine alimentation du Comité de pilotage de la démarche des saines habitudes de vie (débutée en 2009) - Plan directeur du CLR Mercier-Est : répondre aux besoins liés aux réalités nouvelles et nouveaux points de services en alimentation (2007)	- Réflexion sur la saine alimentation du Comité de pilotage de la démarche des saines habitudes de vie - Plan directeur du CLR Mercier-Est : répondre aux besoins liés aux réalités nouvelles et nouveaux points de services en alimentation (2007)		- Réflexion sur la saine alimentation du Comité de pilotage de la démarche des saines habitudes de vie (1-2) - Plan directeur du CLR Mercier-Est : répondre aux besoins liés aux réalités nouvelles et nouveaux points de services en alimentation (1-2) - Actions collectives du plan directeur du CLR Mercier-Est dont <i>Fonds Agir ensemble</i> et <i>Paysages solidaires</i> (6) - Dossier relocalisation du IGA et déménagement des jardins communautaires du CLR Mercier-Est (1-3-4-6) - Cafés urbains Bonne Boîte Bonne Bouffe organisés par le CLR Mercier-Est (Information manquante) - Actions collectives identifiées par la concertation portées par le Sésame (Information manquante) - Services de petits-déjeuners au HLM Thomas-Chapais, Comité Toile d'araignée (2-3-6)		Dossier relocalisation du IGA et déménagement des jardins communautaires du CLR Mercier-Est	Dossier relocalisation du IGA et déménagement des jardins communautaires du CLR Mercier-Est	- Dossier relocalisation du IGA et déménagement des jardins communautaires du CLR Mercier-Est - Services de petits-déjeuners au HLM Thomas-Chapais, Comité Toile d'araignée

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2010-2011(suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines		Vie communautaire et de quartier	- Orientation II 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est : Accentuer le sentiment d'appartenance et la promotion du quartier, notamment par l'accueil des communautés culturelles, la mise en œuvre de projets intergénérationnels mobilisateurs, l'organisation de fêtes de quartier et d'événements culturels le tout afin de diminuer les clivages (Forum 2005) - Étude des pratiques de mobilisation et de concertation de Solidarité Mercier-Est (2009) - Rencontre d'information sur les saines habitudes de vie avec Québec en forme organisée par Solidarité Mercier-Est (2009) - Diagnostic Comité d'action site Contrecoeur (2005) - Plan directeur du CLR Mercier-Est (2007) - Plan d'action SIPPE et Avenir d'enfants	- Orientation II 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est - Étude des pratiques de mobilisation et de concertation de Solidarité Mercier-Est - Orientations dans le cadre du programme de travail de rue dans Mercier-Est, Solidarité Mercier-Est - Priorisation Comité d'action site Contrecoeur - Plan directeur du CLR Mercier-Est - Plan d'action SIPPE et Avenir d'enfants		- Orientation II 2005-2010 de Solidarité Mercier-Est (1-2) - Étude des pratiques de mobilisation et de concertation de Solidarité Mercier-Est (1-2-6) - Rencontre d'information sur les saines habitudes de vie avec Québec en forme organisée par Solidarité Mercier-Est (1) - Assemblées publiques, rencontres de concertations, cafés urbains, etc. organisés par Solidarité Mercier-Est (5-6-7) - Soutien, mobilisation et participation des citoyens aux structures démocratiques de Solidarité Mercier-Est, aux consultations publiques et projets collectifs (5-6-7) - Collaboration et partenariats, harmonisation des services pour les différentes clientèles dans les projets collectifs par Solidarité Mercier-Est (5-6) - Moyens de communications développés par Solidarité Mercier-Est (7) - Café urbain sur l'intégration des immigrants organisé par Solidarité Mercier-Est (7) - Fête des vélos organisée par Solidarité Mercier-Est (information manquante) - Fête des moissons organisée par Solidarité-Mercier-Est (6) - Toile d'araignée dans les HLM du quartier (2-3-6) - Projet le Petit Sésame porté par Solidarité Mercier-Est (3-4-5-7) - Orientations dans le cadre du programme de travail de rue dans Mercier-Est, Solidarité Mercier-Est (2-6) - Actions du Comité d'action site Contrecoeur (1-2-3-4-5-6-7) - Plan directeur du CLR Mercier-Est (1-2-5-6) - Animation estivale au Parc Taillon par le CLR Mercier-Est (4) - Paysages solidaires et Boussole Mercier-Est, CLR Mercier-Est (information manquante) - Cirque de rue, CLR Mercier-Est (3) - Visites environnementales, CLR Mercier-Est (3-7) - Intégration des familles au sein des activités de la maison des familles, CCEF de Solidarité Mercier-Est (6) - Organisation de la fête de la famille, Maison des familles et CCEF de Solidarité-Mercier-est (6) - Carnaval d'hiver et fête des poupons, CCEF (information manquante)		Actions du Comité d'action site Contrecoeur	- Assemblées publiques, rencontres de concertations, cafés urbains, etc. organisés par Solidarité Mercier-Est - Soutien, mobilisation et participation des citoyens aux structures démocratiques de Solidarité Mercier-Est, aux consultations publiques et projets collectifs - Actions du Comité d'action site Contrecoeur - Plan directeur du CLR Mercier-Est - Participation des parents, comité de parents, consultations, etc. Comité de concertation enfance-famille (CCEF) de Solidarité Mercier-Est - Intégration des familles au sein des activités de la maison des familles, CCEF de Solidarité Mercier-Est	- Assemblées publiques, rencontres de concertations, cafés urbains, etc. organisés par Solidarité Mercier-Est - Soutien, mobilisation et participation des citoyens aux structures démocratiques de Solidarité Mercier-Est, aux consultations publiques et projets collectifs - Collaboration et partenariats, harmonisation des services pour les différentes clientèles dans les projets collectifs par Solidarité Mercier-Est - Fête des moissons organisée par Solidarité-Mercier - Projet le Petit Sésame porté par Solidarité Mercier-Est - Toile d'araignée dans les HLM du quartier - Actions du Comité d'action site Contrecoeur - Plan directeur du CLR Mercier-Est - Rencontres du CLR Mercier-Est et des comités d'action - Participation des parents, comité de parents, consultations, etc. CCEF de Solidarité Mercier-Est - Organisation de la fête de la famille, Maison des familles et CCEF de Solidarité-Mercier-Est	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe VI : Lexique

Les définitions présentées ci-dessous visent à établir une compréhension commune des termes utilisés. En ce sens, certaines définitions ont été adaptées au contexte du projet. Elles ont été présentées aux répondants dans les territoires lors de la collecte de données pour la réalisation des portraits et ont été bonifiées par leurs commentaires.

Les définitions ajoutées lors de l'analyse des portraits sont marquées d'un astérisque (*).

Catégories

- Termes généraux
- Domaines du développement social
- Instances de concertation
- Types d'actions collectives
- Raisons sous-jacentes aux actions ou à la mise en place des instances de concertation
- Programmes et initiatives de mobilisation des communautés

Termes généraux

Actions collectives

Actions pour lesquelles plusieurs partenaires ont été impliqués soit à l'étape de la planification, de la réalisation ou de l'évaluation. Ceci exclut d'emblée les actions faites par un seul organisme, même s'il est le seul du territoire à les réaliser.

*Arrimage

Dans le contexte du projet, toutes les coopérations établies entre les instances de concertation d'un territoire (actions collectives, liens structuraux entre les instances et liens de coopération dynamiques) qui visent l'élaboration d'une vision partagée et le faire-ensemble.

Concertation

Processus de mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes/projets communs, et de convenir d'objectifs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats⁴.

Table de concertation : Mécanisme participatif d'échange, d'analyse et d'action structuré et animé sur une base permanente dans le but de permettre l'identification d'une vision, de priorités et de stratégies communes; favoriser le partage des ressources et des expertises; faciliter la circulation de l'information. Source : Site Internet Collectif Quartier consulté le 6 décembre 2009.

⁴ Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés*. Québec: Presses de l'Université du Québec, p.5.

Développement des communautés

Processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre acteurs d'un milieu local (communauté géographique) ou d'un réseau (communauté identitaire). Ce processus vise l'amélioration des conditions de vie sur les plans social, culturel, économique et environnemental. Source : Inspiré de la définition du Programme national de santé publique 2003-2012, mise à jour 2008 Source : Site Internet Collectif Quartier consulté le 6 décembre 2009

Développement durable

Au Québec, le développement durable s'entend comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. » Source : site Internet du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, consulté le 5 juin 2012.

Permet aux individus et aux sociétés de satisfaire leurs principaux besoins d'accès d'une manière sécuritaire et compatible avec la santé des humains et des écosystèmes, avec équité entre les générations, dont le coût est raisonnable, qui fonctionne efficacement, qui offre un choix de moyen de transport et qui appuie une économie dynamique — qui limite les émissions et les déchets de manière à ce que ceux-ci ne dépassent pas la capacité que possède la planète de les absorber, minimise la consommation des ressources non renouvelables, limite la consommation des ressources renouvelables dans le respect des principes de développement durable; réutilise et recycle ses composantes et minimise l'usage des terres et le bruit. Source : Définition du transport durable, site Internet du Centre pour le transport durable, à l'Université de Winnipeg, consulté le 5 juin 2012.

Développement social : vision du développement social

« Le développement social est un ensemble de moyens pris par la société, pour permettre aux personnes de s'épanouir pleinement, de pouvoir participer à la vie sociale, et de disposer de droits sociaux inscrits dans les chartes québécoise et canadienne des droits et libertés de la personne. »

« Les moyens à privilégier doivent viser à rejoindre : les personnes (renforcement du potentiel des personnes, exercice de la citoyenneté), les collectivités locales (développement local, renforcement des solidarités locales et lieux de démocratie), l'ensemble des acteurs sociaux à travers des pratiques favorisant la concertation, l'équité, la solidarité sociale, l'intersectorialité, une ouverture pour l'innovation et des préoccupations pour le développement durable. » Source : Site Internet Réseau québécois de développement social consulté le 6 décembre 2009

Liens structuraux

Liens formels de coopération ou de rattachement entre deux instances de concertation. Il peut s'agir de liens de membership (l'une des deux instances est membre de l'autre); de liens de représentation (l'instance siège pour une période déterminée ou à un siège réservé à une autre instance); de liens formalisés de communication (l'une des deux instances a un point statutaire à la rencontre de l'autre instance, une chronique dans le journal de l'autre instance, etc.); liens de rattachement formel (liens légaux ou structuraux entre les instances; par exemple, sous-comité, mandataire, fiduciaire).

Liens dynamiques

Liens de collaboration qui s'établissent entre deux instances de concertation ou plus à propos de leurs actions collectives. Il peut s'agir de liens de regroupement et partage d'informations sur les actions collectives à entreprendre; de liens de planification conjointe (priorisation et plan d'action communs) des actions collectives; de mise en place, mise en œuvre et réalisation des actions collectives; de liens de coordination, d'évaluation, de gestion, d'administration conjointe des actions collectives.

*Types de dyades ou de triades qui entretiennent des liens dynamiques

Dans la partie d'analyse des portraits, les termes suivants ont été utilisés pour distinguer les différents types d'instances qui contribuent à la concertation locale :

Instances communautaires

Tables, comités, collectifs de projets autonomes qui rassemblent différents acteurs de la société civile, en particulier issus du milieu communautaire.

Instances publiques

Organismes publics ou instances avec mandat de mobilisation confié par une instance publique.

PPP

Instance philanthropique, instance issue d'un partenariat public philanthropique et/ou qui exerce un mandat confié par une organisation philanthropique.

En principe, une instance (comité, sous-comité, table, etc.) est qualifiée de la même manière que son instance de rattachement. Par exemple, le comité de persévérance scolaire d'une commission scolaire est une instance publique. Le comité maturité scolaire d'une table enfance famille est une instance communautaire.

L'exception notable à cette règle vaut pour les instances qui exercent un mandat confié par une organisation publique ou philanthropique. Par exemple, un comité Québec en Forme ou 123 GO rattaché à une table de quartier serait classé parmi les acteurs philanthropiques.

Domaines du développement social

Développement économique

Dans un contexte de développement social-développement des communautés, le développement économique soutient les évolutions positives dans les changements structurels (industriels, commerciaux, culturels, sociaux, etc.) du territoire de référence. Ces changements peuvent marquer un progrès, permettre l'enrichissement de la communauté et améliorer les conditions de vie des personnes (appauvries).

Éducation

Soutient les moyens et les stratégies (éducation populaire, ateliers de formation, programme de pré-employabilité, etc.) mis en œuvre pour assurer la formation des citoyens (de tous âges) en développant leurs qualités physiques, intellectuelles, sociales et morales, de façon à leur permettre d'affronter leur vie personnelle et sociale et de développer leur plein potentiel.

Logement

Soutient la mise en place de conditions d'organisation (économiques, accessibilité, etc.), et d'espaces (salubres, spacieux, etc.) qui conviennent à la vie personnelle et familiale des résidents du territoire.

Transport

Soutient, dans une perspective de développement durable, le développement des méthodes d'accès au transport pour tous les résidents du territoire de référence (particulièrement les gens qui sont désavantagés sur le plan économique ou qui font face à des défis physiques particuliers) afin que tous jouissent du même accès aux biens, aux services et aux possibilités sociales.

Aménagement-environnement

Soutient les actions qui consistent à agencer, à organiser, à modifier ou à équiper l'environnement physique des espaces communs (parcs, pistes cyclables, corridors scolaires, etc.) pour les rendre plus pratiques, plus rationnels ou plus agréables et plus sécuritaires pour les résidents de tous les âges.

Sécurité alimentaire

Soutient les évolutions positives dans les améliorations de la disponibilité physique et économique des aliments nutritifs et variés pour tous les résidents du territoire de référence et ce, dans une perspective de pérennité du système alimentaire et de prise en charge citoyenne (qui amène les résidents au-delà de leur rôle de consommateur).

Vie communautaire et de quartier

Soutient les projets collectifs qui visent la participation de tous (résidents, organisations, institutions, etc.) au développement de relations sociales positives (cohabitation, cohésion, intégration sociale et culturelle, etc.) et à l'accessibilité aux services pour tous les résidents du territoire de référence.

Instances de concertation

Table

Désigne un mécanisme de concertation souple, quelquefois permanent, de pilotage stratégique d'un enjeu spécifique ou d'un sous-groupe de la population, qui valorise le réseautage et la synergie, se donne une vision globale par des activités diagnostiques, une planification et une évaluation conjointes et par des actions communes ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie. Les fonctions des tables sont multiples et s'agencent de manière variable

Projet collectif

Désigne une action menée par un groupe de plusieurs porteurs de projet formant un collectif de personnes. Les participants à un projet collectif doivent s'acquitter des tâches et fonctions nécessaires à la bonne marche du projet, par exemple, la gestion de la multiplicité des acteurs, la nécessité de construire le collectif, la production et la transmission de valeurs, l'existence de solidarités internes et/ou externes, la construction d'un modèle caractérisé par l'hybridation des ressources, la gestion de la tension entre équilibre financier et finalités sociales.

Organisme avec un mandat de mobilisation

Désigne un organisme public ou un organisme de base qui a pignon sur rue et qui associe des partenaires locaux à ses mandats. Cette invitation à la concertation se veut un moyen de développer en complémentarité avec les autres acteurs du territoire et d'élargir les perspectives d'analyse des enjeux et des domaines du développement social local.

Comité / sous-comité

Désigne un mécanisme créé au sein d'une instance de concertation dont les fonctions peuvent être analogues à son instance de rattachement, ou encore, peuvent être en lien avec les objectifs d'un mandat déterminé par l'instance dont il est dépendant.

Mécanisme ponctuel

Désigne un mécanisme de concertation ayant une durée de vie limitée ayant pour objectif principal la réalisation collective d'une tâche technocratique (par exemple : analyser et décider des fonds attribués aux projets locaux; avaliser un plan d'action d'une organisation publique PALÉE; politique familiale, etc.

Espaces collectifs du développement social

Démarche collective non-systématisée, soutenue par différents moyens (forum, agora, rencontre citoyenne, etc.), mobilisant un ensemble d'acteurs variés qui poursuivent des objectifs communs d'amélioration par le développement social local par exemple, expression et analyse collective des besoins, dynamisation ou adéquation de l'offre avec la demande, meilleure articulation avec des actions menées parallèlement, etc.

Tableau I : Le type de structures, les rôles et fonctions et les caractéristiques du partenariat des instances de concertation

	Structure	Rôle	Fonctions	Caractéristiques du partenariat
Table de quartier	Mécanisme structuré et permanent	Forum des acteurs locaux et des thématiques de développement social — valorise la synergie et le réseautage	Se donne une vision globale des actions susceptibles d'avoir un impact sur la qualité et les conditions de vie	Intersectorialité Multiréseaux
Table sectorielle - thématique	Mécanisme souple à géométrie variable	Pilotage d'une thématique ou sous - groupe	Fonctions diverses et agencées de manière variable	Peu de caractéristiques communes - Pas toujours de correspondance avec les territoires administratifs ou avec les quartiers sociologiques
Sous-comité	Intégré à un mécanisme existant (table de quartier, table sectorielle, organisme avec mandat)	Exécuter un mandat ou une tâche fournie par l'instance auquel il est rattaché	Fonctions analogues - ou choisies – par l'instance auquel il est rattaché	Déjà associé à l'instance auquel il est rattaché
Projet collectif	Pas de structure établie à l'avance - mise en place selon le projet	Co-construction, cogestion, coproduction des actions, etc.	Finalités du projet collectif	Actions menées par un groupe ou par un partenaire entouré de plusieurs autres
Organisme avec mandat	Pas de structure - Instance ponctuelle - Instance circonscrite	Association aux mandats, au projet, aux politiques de l'organisme	Complémentarité et élargissement de la base d'analyse	Partenariat trié sur le volet ou invité

Types d'actions collectives

Actions collectives permettant un diagnostic local et la priorisation

La problématisation, comme mise en mouvement du processus de traduction, est la définition provisoire du problème ou de la situation par les promoteurs d'un projet ou d'une innovation, identifiant les acteurs concernés, leurs intérêts et les enjeux qui les lient. En plus de positionner les acteurs, la problématisation permet d'identifier les principales controverses qui les divisent, de montrer les points de convergence auxquels ils doivent consentir et les alliances à sceller afin de satisfaire au moins partiellement leurs intérêts⁵.

Dans une perspective de développement social local, la problématisation est un processus d'une très grande complexité rarement documenté de manière exhaustive ou continue. Certains temps forts collectifs témoignent cependant de l'existence de processus de problématisation dans un territoire. Les actions collectives entourant un diagnostic local (portrait, sondage, enquête, étude, etc.) ou une priorisation des besoins ou des moyens-actions (adoption d'un plan d'action collectif, états généraux de la table de quartier, planification stratégique d'une table sectorielle, etc.) sont deux exemples assez faciles à retracer.

Actions collectives favorisant l'accessibilité des services

De manière générale, on réfère à l'accessibilité par rapport à une difficulté d'accès. Dans une perspective d'action sociale, l'accessibilité a trois vocations : la prévention, le confort d'usage pour tous pour ne pas créer d'exclusion et la compensation pour rendre possible l'autonomie⁶.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions favorisant l'accessibilité peuvent prendre plusieurs formes et référer à l'emploi, aux logements sociaux, aux services de transport, aux espaces verts, aux espaces de loisirs, aux structures sportives, aux aliments santé, aux commerces du quartier, aux services de proximité, aux autres services locaux, à une information fiable.

Actions collectives favorisant la disponibilité des services

De manière générale, on réfère à disponibilité par rapport au fait de pouvoir rapidement être utilisé, être disponible à quelqu'un, à une difficulté d'accès.

Dans une perspective du développement social local, le développement de l'offre peut vouloir dire offrir des logements salubres, rénovés et sécuritaires, développer des logements sociaux, mettre en place un service de transport adaptés aux besoins, mettre sur pied un marché.

Actions collectives favorisant le développement des compétences (individuelles et collectives) :

La compétence est la capacité d'agir avec efficience, initiative, responsabilité, innovation et pertinence dans chaque situation spécifique d'un contexte professionnel donné et de résoudre les problèmes liés à chaque situation en évitant leur réapparition. Agir avec compétence, c'est mobiliser et utiliser, de façon appropriée, ses propres ressources (connaissances, habiletés, savoir-faire, qualités personnelles, culture...) et celles de son environnement (expertise, banques de données, documents...) pour réaliser ses activités professionnelles.

Ainsi décrite, la compétence est situationnelle, cumulative et personnelle⁷. Mais la compétence peut être collective et elle est alors plus que la somme des compétences individuelles. Pour Guy Le Boterf, devant la complexité des situations et des problèmes actuels, on peut de moins en

5 Bilodeau, A., Chamberland, C., White, D. (2002). L'innovation sociale, une condition pour accroître la qualité de l'action en partenariat dans le champ de la santé publique. The Canadian Journal of Program Evaluation Vol. 17 No.2 Pages 59-88.

6 Délégation interministérielle aux personnes handicapées, Définition de l'accessibilité, une démarche interministérielle, Paris, septembre 2006, p. 10.

7 L'enjeu du développement des compétences Boivin, S., Albert, L. Unité de Santé Internationale Université de Montréal - CHUM Juin 2005

moins être compétent seul. Pour qu'une personne agisse avec compétence, il faut qu'elle agisse non seulement avec ses ressources internes, mais aussi avec des ressources externes. Si les ressources externes n'existent pas, sont de mauvaise qualité, ne sont pas accessibles ou actualisées, la personne perd de sa capacité à agir avec compétence. Il existe donc une relation étroite entre les compétences individuelles et les compétences collectives. Ainsi, si on veut que les personnes agissent avec compétence, il faut non seulement se préoccuper de développer leurs ressources personnelles, mais aussi organiser l'accessibilité à un certain nombre de ressources externes et développer leur capacité à les utiliser. Traiter la compétence collective sous l'angle de la coopération représente une deuxième porte d'entrée. « On peut systématiquement, pour chaque situation professionnelle qu'une personne doit gérer, déterminer les coopérations clés à mettre en œuvre⁸.

Actions collectives favorisant l'amélioration du milieu de vie

Un milieu de vie est un système dynamique composé d'un noyau central ; le milieu de proximité du citoyen autour de son lieu de résidence (la rue, le carré d'habitation). Il est le plus souvent fréquenté, ce milieu de proximité est toutefois plus petit que le quartier et de nature affective; les relations avec le voisinage, la vie communautaire. Et il est propice au développement d'un sentiment d'appartenance par exemple dans des actions environnementales concrètes qui améliorent le milieu de vie de proximité. Les retombées sont donc perceptibles pour les résidents.

La zone périphérique du milieu de vie d'un citoyen est à géométrie variable. Elle est évolutive en fonction de plusieurs facteurs, en particulier : la complexité du réseau relationnel, la complexité du réseau relationnel, la mobilité, les obligations et les déplacements professionnels, la consommation de loisirs, les caractéristiques socioculturelles et économiques de chaque citoyen⁹.

Dans une perspective de développement social local, l'amélioration du milieu de vie réfère à la fois au milieu de proximité qu'à la zone périphérique de certains groupes ou de certaines zones ciblées.

Actions collectives favorisant l'information, sensibilisation

L'information, c'est la transmission des renseignements, celui qui reçoit ne s'implique qu'au plan intellectuel. La sensibilisation, c'est aussi la transmission des renseignements, mais l'émetteur a un souci de partage, mais aussi de question éthique et politique et celui qui reçoit doit avoir une forme d'ouverture intellectuelle sur les enjeux et sur les responsabilités qui en découlent. La conscientisation, c'est la recherche de la participation des destinataires à l'analyse et à la recherche de solutions, une interpellation éthique et politique. Pour celui qui reçoit, c'est la réception et l'ouverture intellectuelle, mais aussi la formalisation de l'implication concernant la domination et l'émancipation¹⁰.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions favorisant l'information-sensibilisation peuvent être collectifs ou individuels, orientés vers un secteur ou un sous-groupe en particulier, mais ils ont en commun d'avoir une fonction de liaison et d'échange entre les instances de concertation et les interlocuteurs ciblés.

⁸ Revue Virage; Instruire Socialiser Qualifier Ensemble, ministère de l'Éducation MELS vol. 8, N° 1 — octobre 2005

⁹ Le milieu de vie comme point d'ancrage pour l'éducation relative à l'environnement : réalité ou chimère ? Éducation relative à l'environnement, Vol. 5, 2004-2005 pp.89-95

¹⁰ Site Internet de l'Atelier de pédagogie sociale Le grain <http://www.legrainasbl.org/Information-sensibilisation> consulté le 7 décembre 2009.

Actions collectives favorisant le développement et l'harmonisation des politiques publiques :

De manière générale, le développement et l'harmonisation des politiques publiques sont perçues comme une stratégie exosystémique et macrosystémique complexe qui requiert un examen complet de la façon dont la politique, nouvelle ou modifiée, sera intégrée sur le plan de la politique, de la réglementation et des programmes, etc. L'harmonisation doit être verticale et horizontale, c.-à-d. qu'elle doit correspondre au modèle d'application et être compatible avec les politiques des autres gouvernements ou ministères qui ont des mandats semblables ou qui se chevauchent, qui desservent les mêmes régions géographiques ou les mêmes intervenants clés¹¹.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions qui favorisent le développement et l'harmonisation des politiques publiques s'articulent principalement autour des leviers locaux de ces politiques, réglementations et programmes (plan d'action de la politique familiale, plan de transport, plan d'action ministériel, etc.).

Actions collectives favorisant la participation citoyenne

L'exercice et l'expression de la citoyenneté active et engagée est souvent décrite sous trois dimensions : La participation politique au processus électoral, la participation démocratique aux débats dans l'espace public, la participation sociale ou civique aux instances de base de la société civile, par l'action des mouvements sociaux et associatifs (au plan macro-social) ou des communautés locales.¹²

Ces trois dimensions sont enchâssées dans les objectifs de développement social local. Les moyens-actions mis en œuvre pour atteindre ces objectifs s'articulent autour de la prise en charge et de la capacité d'agir des citoyens et des communautés

Actions collectives favorisant le développement de la mobilisation

Une mobilisation collective a pour but de changer une situation sociale, en un sens favorable au groupe, selon ses valeurs et ses motivations. Se mobiliser, c'est associer ses capacités et son énergie à celles d'autres personnes en vue d'obtenir un résultat positif collectif. Les mobilisations collectives témoignent d'une conscience collective de ceux qui y participent, et d'une constitution des identités sociales¹³.

Les formes de mobilisation collectives sont multiples, il est impossible de les énumérer. Il en est de même pour les moyens-actions qui favorisent le développement de la mobilisation dans un domaine du développement social.

Raisons sous-jacentes aux actions ou à la mise en place des instances de concertation

Émergence locale

Action ou instance qui résulte d'une initiative de la concertation locale.

Logique descendante

Action ou instance qui résulte d'une demande extérieure à la concertation locale, en lien avec une demande des bailleurs de fonds.

Origine mixte

Action ou instance qui résulte de la rencontre entre une initiative de la concertation locale et une demande extérieure en lien avec les bailleurs de fonds.

¹¹ Site Internet de l'Agence de la santé publique du Canada consulté le 7 décembre 2009 <http://www.phac-aspc.gc.ca/index-fra.php>

¹² Thibault et al, 2000, pour le Conseil de la santé et du bien-être in Site internet Collectif quartier consulté le 6 décembre 2009

¹³ Site Internet : <http://www.brises.org> [BRISES](http://www.brises.org). Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales consulté le 6 décembre 2009

Programmes et initiatives de mobilisation des communautés documentés dans les portraits et présentés dans la version en vigueur en 2009-2010

Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Initiative financée par la Ville de Montréal, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM) et Centraide du Grand Montréal

« L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local a pour but l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de la population montréalaise dans les domaines de la vie sociale et communautaire, la santé, l'aménagement urbain, l'environnement, l'éducation, l'économie, l'habitation, le transport, la sécurité, l'emploi, la sécurité alimentaire, la culture, les sports et les loisirs. Pour ce faire, elle accorde un soutien financier à des OBNL mandataires pour : promouvoir et soutenir la participation des divers acteurs (y compris les citoyennes et les citoyens) dans une démarche collective ; contribuer à la mise au point d'actions concertées en développement social local entre les partenaires (organismes, organisations, citoyennes et citoyens) issues de divers secteurs et réseaux d'intervention. »¹⁴ La subvention accordée permet de soutenir un mécanisme structuré et permanent de concertation intersectorielle et multiréseaux en développement social sous la forme d'une table locale de concertation

SIPPE, composante Création d'environnements favorables - Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Programme qui s'articule selon deux composantes complémentaires: l'Accompagnement des familles (AF) et la Création d'environnements favorables (CEF). En fonction d'une approche écologique, ces deux composantes concourent à agir à plusieurs niveaux dans l'optique de favoriser le développement et l'adaptation sociale des enfants de -9 mois à 5 ans vivant en contexte de vulnérabilité et de réduire les inégalités sociales de la santé. La composante CEF s'adresse quant à elle à l'ensemble des familles et vise spécifiquement les conditions et milieux de vie d'une communauté par le truchement, notamment, de l'action intersectorielle locale, régionale et nationale. Le renforcement du pouvoir d'agir des personnes et des communautés apparaît enfin comme une stratégie clé et transversale aux deux composantes des SIPPE.¹⁵

Écoles et milieux en santé (ÉMES) : volets milieu et prévention des toxicomanies

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Cette mesure vise à soutenir, dans les territoires des installations de CLSC, les initiatives de concertation locale qui favorisent les collaborations entre le milieu communautaire, le secteur de la santé et le secteur scolaire en lien avec la prévention des problèmes suivants : le décrochage scolaire, la violence, l'oisiveté et la délinquance ainsi que les dépendances (alcool et drogues). Il s'agit des Plans intersectoriels Jeunesse, du Fonds de soutien à l'action intersectorielle Volet A, des Actions communautaires intersectorielles et du Programme régional de promotion de la santé et de prévention des toxicomanies.

¹⁴ Ville de Montréal, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Centraide du Grand Montréal et Coalition montréalaise des tables de quartier, *Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation*, 2006, p. 9.

¹⁵ Beausoleil Maude, document de travail, Cadre de référence en DS/DC, Direction de santé publique, p.25 à partir du cadre de référence SIPPE, MSSS, 2004.

Prévention des infections transmises sexuellement et par le sang – ITSS

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

L'objectif de cette mesure est de réduire les facteurs de vulnérabilité dans les groupes les plus à risque en :

- soutenant les initiatives visant l'inclusion des personnes marginalisées et la cohabitation sociale tels les projets axés sur *l'empowerment* et l'insertion des personnes, sur l'exercice de la citoyenneté, sur les regroupements d'usagers de drogues pour la défense de leurs droits (notamment à la santé), sur la médiation sociale et sur la sensibilisation des communautés aux réalités des personnes marginalisées ;
- renforçant l'action communautaire pour développer et consolider les partenariats sectoriels (réseau de la santé et communautaire) et intersectoriels (Ville, sécurité publique, autres ministères ou institutions publiques) visant l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables, de même que le développement de milieux favorables à la santé et pour influencer les politiques publiques.

Un environnement urbain favorable à la santé – Quartiers 21

Financé par la Ville de Montréal, la Direction de santé publique (ASSSM) et Santé publique Canada

Soutenir la promotion, l'implantation et l'évaluation de projets de Quartiers 21 dans des quartiers montréalais et permettre ainsi l'application au niveau local des principes de l'Agenda 21 en développement durable.

Un environnement urbain favorable à la santé – Aménager des quartiers durables

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Soutenir des initiatives de quartier :

- visant à diminuer les risques de violence et d'agression envers les groupes vulnérables par l'aménagement du milieu ;
- favorisant le transport actif, le transport collectif et la sécurité des déplacements par des aménagements qui améliorent la densité, la mixité des fonctions, la proximité des services, la sécurité et la connectivité des réseaux de transport et des voies de déplacement.

Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Ce programme propose une approche de mobilisation pour le renforcement de la capacité d'agir des communautés sur les conditions favorables à une saine alimentation, et ce, dans une perspective de réduction des inégalités et de développement durable. Les objectifs poursuivis sont :

- améliorer l'accès aux aliments santé, plus spécifiquement aux fruits et légumes frais, en priorisant les secteurs défavorisés et mal approvisionnés ;
- mobiliser les citoyens et les acteurs locaux pour l'identification et l'implantation de solutions durables afin d'améliorer l'accès aux aliments santé ;
- assurer la complémentarité des activités reliées aux enjeux alimentaires locaux et ce, dans une perspective de développement durable (transmission de connaissances et d'habiletés culinaires, offre des commerces, liens avec les producteurs, aménagement urbain, transport, *lobbying* sur le revenu, le logement, etc.).

Initiative 1, 2, 3 GO!

Financée par Centraide du Grand Montréal

« 1, 2, 3 GO! est une initiative communautaire ralliant parents, citoyens, intervenants et décideurs provenant de tous les horizons, afin de mettre en commun leurs rêves, leurs idées et leurs ressources pour créer autour des enfants un milieu stimulant, bienveillant et chaleureux. L'objectif est de donner aux tout-petits le meilleur départ possible dans la vie. Six principes directeurs sont au cœur des actions menées :

- promouvoir l'offre d'activités et de services de qualité;
- promouvoir diverses formes de soutien aux parents;
- favoriser l'engagement des parents;
- promouvoir diverses stratégies de démarchage;
- promouvoir la concertation.

Conformément à ces principes directeurs, il appartient à chacun des voisinages 1, 2, 3 GO ! de définir les moyens pour atteindre cet objectif. »¹⁶

Année de transition en 2009-2010 et poursuite du soutien financier par **Avenir d'enfants** :

« Avenir d'enfants est un organisme à but non lucratif qui fournit un soutien aux [communautés locales engagées](#) dans le développement global des enfants âgés de cinq ans et moins vivant en situation de pauvreté afin que chacun d'eux ait toutes les chances d'avoir un bon départ dans la vie. Créé à l'initiative conjointe du gouvernement du Québec et de la Fondation Lucie et André Chagnon, Avenir d'enfants a pour [mission](#) d'offrir un accompagnement et un soutien financier aux actions concertées et aux projets élaborés par les communautés ». ¹⁷

Accessibilité

Financé par Centraide du Grand Montréal

« Les projets Accessibilité du réseau de Centraide visent à améliorer l'accessibilité aux services et ressources offerts dans les quartiers à la population défavorisée et immigrante et aux citoyens issus des communautés culturelles. Ils créent des lieux de rencontres, promeuvent l'adaptation de l'intervention des organismes aux nouvelles réalités culturelles, facilitent la concertation des acteurs du quartier touchés par la problématique, révisent le portrait de leur milieu en fonction des changements encourus, encouragent les relations harmonieuses dans le quartier en permettant le rapprochement interculturel, combattent l'exclusion des jeunes des communautés culturelles, favorisent l'ouverture envers la société d'accueil et évitent les conditions suscitant le phénomène de gang ». ¹⁸

Saines habitudes de vie : Mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme)

Financé par la Fondation Lucie et André Chagnon et par le Gouvernement du Québec

La Société de gestion du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie créée suite à l'entente entre le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon a confié le mandat à *Québec en forme* de soutenir et d'accompagner les communautés locales qui décident de travailler collectivement à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation d'un plan d'action concerté autour des saines habitudes de vie, notamment en mode de vie physiquement actif et en saine alimentation. En vertu du mandat qui lui est confié par la Société de gestion, *Québec en forme* se donne comme mission de contribuer à favoriser, par le soutien de projets de mobilisation de communautés locales, l'adoption et le maintien d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif chez les jeunes québécois de la naissance à 17 ans inclusivement. ¹⁹

¹⁶ Centraide du Grand Montréal, Répertoire des organismes et des projets 2008-2009, p. 14.

¹⁷ Site Internet Avenir d'enfants consulté le 23 mai 2012.

¹⁸ Centraide du Grand Montréal, Répertoire des organismes et des projets 2008-2009, p. 14.

¹⁹ Source; Site Internet Québec en forme consulté en décembre 2008.

Revitalisation urbaine intégrée-RUI

Financée par la Ville de Montréal

Les objectifs de la Revitalisation urbaine intégrée sont :

- développer une offre de services publics (municipaux et gouvernementaux) plus complète et mieux adaptée aux besoins des personnes défavorisées ;
- améliorer le milieu physique, notamment à l'aide de programmes ou projets en matière d'habitation, d'aménagement urbain, d'infrastructures, d'espaces verts et d'équipements collectifs ;
- encourager le dynamisme économique local ;
- réduire les impacts générés par les problématiques sociales ;
- améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans les secteurs visés ;
- encourager la participation sociale, notamment en augmentant le pouvoir des personnes défavorisées sur leurs propres conditions de vie ;
- favoriser une cohabitation plus harmonieuse entre les résidents des secteurs visés ;
- encourager l'innovation dans les façons de faire pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale.²⁰

Contrat de ville - entente Ville de Montréal et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : Volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Financé par la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec (MESS)

Les objectifs sont :

- aider les personnes les plus démunies à s'insérer dans leur milieu et les soutenir dans leur démarche d'intégration ;
- diminuer l'impact des problématiques sociales propres à une grande ville (ex. : itinérance, prostitution, toxicomanie) ;
- offrir aux jeunes des alternatives à la sécurité du revenu en tenant compte de la composition ethnoculturelle de la population ;
- agir dans des zones d'intervention prioritaires selon une approche locale et concertée en mettant de l'avant des projets favorisant l'accès à une alimentation décente, une formation adéquate, des logements abordables, des services sociaux et de santé adaptés et des activités de sports, de loisirs et culturels appropriés.

Les projets doivent être issus d'une concertation locale et mobiliser le milieu, les individus et les partenaires.²¹

²⁰ Savard Jacques, Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, texte 27 octobre 2008.

²¹ Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, Balises concernant le volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du Contrat de ville 2003-2007, p. 1-3, 2008.

*Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal*

Québec 